



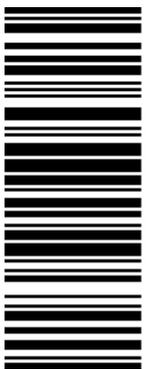
# REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [ Collectif révolution permanente en France ]

## Retraites



## pour vaincre le gouvernement



2273-8762



Éditorial p. 2

Pour le capital, les travailleurs vivent trop longtemps p. 4

Retrait du projet de loi contre les immigrés ! p. 6

Toulouse : les mineurs étrangers ne sont pas expulsés p. 8

Assez des attaques contre les Kurdes ! p. 11

Le ralentissement de l'économie mondiale p. 12

Brésil : l'occupation du Congrès par les bolsonaristes p. 13

Corrompu, raciste, homophobe : le gouvernement Netanyahu p. 14

Pérou : l'éviction du président Castillo p. 18

Ni ayatollah, ni chah, gouvernement ouvrier et paysan p. 19

Rosa Luxemburg 1871-1919 p. 25

La biodiversité et la COP 15 de Montréal p. 28

# Pour vaincre le gouvernement, grève générale !

## Un plan pour le capital, contre le travail

Sans surprise, Borne a présenté le 10 janvier la contre-réforme des retraites, après des mois de concertation avec les dirigeants syndicaux et d'ultimes tractations avec LR :

- Report de 2 ans de l'âge légal de départ qui passerait de 62 à 64 ans.
- Augmentation de la durée de cotisation pour toucher une retraite à taux plein, qui passerait de 42 ans à 43 ans dès 2027 au lieu de 2035.
- Extinction des régimes spéciaux de retraites de la RATP, EDF, ENGIE, RTE...
- Préservation des régimes spéciaux (les « bonifications ») des policiers et des militaires.

Ce projet doit être présenté au conseil des ministres du 23 janvier, discuté à l'Assemblée nationale à partir du 6 février, intégré au budget rectificatif de la Sécurité sociale, pour être applicable au 1<sup>er</sup> septembre.

## Retrait pur et simple du projet Macron-Borne-Dussopt !

Pas plus qu'il n'était négociable dans les mois précédents, ce projet n'est aujourd'hui acceptable ni amendable. Un seul mot d'ordre s'impose : retrait total du projet de loi contre les retraites !

Le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites en septembre dernier avait préparé, comme à chaque fois, le terrain. Les arguments de cette 6<sup>e</sup> attaque depuis 1995 pour faire travailler plus longtemps et baisser la

masse des pensions sont toujours les mêmes : améliorer quelques cas, sauver « notre » système... En fait, les déséquilibres comptables sont causés par le chômage et par l'État lui-même et en particulier par l'exemption grandissante des cotisations sociales des patrons.

Alors que les travailleurs salariés créent l'écrasante majorité des richesses de la société, matérielles et immatérielles, il s'agit de baisser le salaire total (direct et indirect) pour augmenter le profit. La restriction des droits des salariés lors du premier mandat de Macron, la diminution des impôts et des cotisations sociales des employeurs et des riches qui se poursuit, la récente attaque contre les chômeurs, le délabrement des hôpitaux publics et le récent remaniement de l'enseignement professionnel... s'inscrivent dans cette offensive du capital contre le travail.

C'est aussi la course au profit qui cause la catastrophe climatique qui n'est pas voulue par les États bourgeois mais qu'ils sont incapables d'empêcher.

## À qui sert le « dialogue social » ?

Macron avait dès le départ annoncé la couleur. Pourtant les représentants syndicaux ont continué à siéger au Conseil d'orientation des retraites. Pourtant, tous les chefs syndicaux se sont rendus aux convocations du président et du gouvernement, comme s'il allait changer d'avis et prendre le parti du travail contre le capital !

*Le ministre du Travail a mené trois cycles de concertations avec les partenaires sociaux depuis octobre. J'ai personnellement rencontré à trois reprises, et encore la semaine dernière, les dirigeants des organisations syndicales et patronales. Chacun a participé aux discussions. Ce dialogue a été utile.*  
(Élisabeth Borne, *Discours*, 10 janvier)

La cogestion au sein du COR, la négociation des plans antisociaux sont utiles au gouvernement. Pas aux travailleurs. Elles font croire que l'État bourgeois est neutre. Elles empêchent le face à face du gouvernement au service du capital et de la masse des travailleurs défendant fermement ses acquis.

## Les « journées d'action » à répétition n'ont jamais conduit à la victoire

Cette connivence se retrouve dans le fait que l'intersyndicale CFTD-CGT-FO-SUD-UNSA-FSU-CFTC-CGC n'exige pas le retrait du projet [voir ci-dessus] et se contente de décréter une « journée d'action » le 19 janvier.

D'ailleurs, le gouvernement Macron-Borne ne craint absolument pas les « journées d'action » à répétition, qui amenuisent peu à peu la combattivité des travailleurs. C'est ce qui a conduit à la défaite à chaque fois dans les précédentes batailles pour défendre les retraites en 2003, 2010, 2013 et 2019-2020. Le gouverne-





**Communiqué intersyndical**

**Retraites : première journée de mobilisation le 19 janvier**

La Première Ministre a annoncé ce 10 janvier 2023 le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans avec une accélération de l'augmentation de la durée de cotisation.

Cette réforme va frapper de plein fouet l'ensemble des travailleurs et travailleuses, et plus particulièrement celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, les plus précaires, dont l'espérance de vie est inférieure au reste de la population, et celles et ceux dont la pénibilité des métiers n'est pas reconnue. Elle va aggraver la précarité de celles et ceux n'étant déjà plus en emploi avant leur retraite, et renforcer les inégalités femmes-hommes.

Le système de retraites par répartition n'est pas en danger, rien ne justifie une réforme aussi brutale. Attachées à un meilleur partage des richesses, les organisations syndicales n'ont eu de cesse pendant la concertation avec le Gouvernement de proposer d'autres solutions de financement, à commencer par l'amélioration de l'emploi des seniors. Jamais le gouvernement, arc-bouté sur son projet, ne les a étudiées sérieusement.

Suite à l'annonce de la réforme gouvernementale, toutes les organisations syndicales se sont immédiatement réunies pour construire une réponse commune de mobilisation interprofessionnelle. Celle-ci prendra la forme d'une première journée de grèves et de manifestations le 19 janvier 2023.

Parce qu'elles représentent l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, demandeurs et demanduses d'emploi, et retraités.es, c'est cette date syndicale qui donne le départ d'une puissante mobilisation sur les retraites dans la durée.

Elles décident d'ores et déjà de se réunir le 19 janvier au soir avec les organisations de jeunesse pour prolonger le mouvement de mobilisation et convenir d'autres initiatives.

Les organisations syndicales appellent les salarié.es à se mobiliser fortement dès cette première journée dans l'ensemble du territoire et à participer aux différentes initiatives organisées en intersyndicale.

Paris le 10 janvier 2023

ment ne redoute pas davantage les « grèves reconductibles » lancées site par site, dispersées, qui isolent et épuisent les travailleurs les plus combattifs sans plus de résultat.

Va-t-on recommencer, encore et encore, avec « *les temps forts* », la mobilisation « *qui s'inscrit dans la durée* », la grève reconductible dans quelques sites pendant que les dirigeants syndicaux continuent d'appeler aux journées d'action et à demander de renégocier l'attaque contre les retraites ?

### Les adjoints politiques des appareils syndicaux tentent d'empêcher la grève générale

LFI appelle à une « marche pour les retraites » le 21 janvier, avec le POI, qui n'appelle pas non plus au retrait. Cela s'inscrit dans la multiplication des protestations symboliques (dans la rue et au parlement) qui laissent le gouvernement de marbre. Pour le reste, LFI, comme le PS et le PCF, approuve les initiatives de l'intersyndicale. Tous promettent de ferrailer à l'Assemblée nationale au moment de la discussion. Et alors ? Le gouvernement a assuré ses arrières avec LR et s'il le fallait, il sortirait le 49.3.

Tous les adjoints des bureaucrates syndicaux, même ceux qui n'ont pas de députés, se sont bien gardés de mener dans les syndicats un combat contre la « concertation ». Aujourd'hui, ils appellent les travailleurs à obéir aux appareils.

*Des gens qui ne veulent pas la grève générale doivent inéluctablement faire tous leurs efforts en vue de maintenir la grève dans le cadre d'une semi-grève semi-politique, c'est-à-dire la priver de sa force.* (Trotsky, 6 mai 1926)

La scission de 2021 du NPA ne combat pas pour imposer la grève générale, mais se prononce pour la « reconductible » qui ne gêne pas les chefs de la CGT et de SUD.

*Aucune demi-mesure n'est donc possible, il faut mettre sur la table un plan de bataille qui permette de mobiliser les larges secteurs de notre classe, dont la colère face au gouvernement mais aussi à la vie chère est déjà palpable, dans une grève reconductible, seule capable de faire plier Macron. Il y a urgence.* (Révolution permanente, 10 janvier)

Le NPA vient de se fracturer fin 2022. La fraction pro-NUPES ne combat pas pour imposer la grève générale, mais s'aligne sur l'éparpillement organisé par LFI et les chefs syndicaux.

*Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la grève interprofessionnelle du 19 janvier à l'appel de tous les syndicats et la manifestation du 21 janvier à Paris.* (NPA courant B, 10 janvier)

L'autre fraction ne combat pas pour la grève générale, mais s'aligne aussi sur les appareils de la FSU, de SUD et de la CGT.

*Le mardi 17 janvier, les personnels de l'éducation seront en grève pour des embauches et pour défendre les retraites. Le jeudi 19 janvier, une première journée de grève interprofessionnelle sera organisée, à l'appel de l'intersyndicale. Le samedi 21 janvier, une manifestation nationale aura lieu, appelée en particulier par plusieurs organisations de jeunesse. Nous devons dès à présent préparer ces premières dates.* (NPA courant C, 10 janvier)

LO ne combat pas pour imposer la grève générale, mais pour que la base obéisse à « des grèves » décrétées par les bureaucraties de la CGT et de la FSU.

*L'essentiel va donc dépendre des travailleurs eux-mêmes. Il faut trouver en nous-mêmes l'énergie et la détermination pour faire reculer Macron. Pour l'instant, l'opposition massive à cette attaque n'est mesurée qu'au travers des sondages. Eh bien, il va falloir l'exprimer dans les entreprises au travers des grèves et dans la rue avec des manifestations de masse !* (Nathalie Arthaud, 9 janvier)

### Imposons la grève générale pour gagner !

Or, les multiples preuves du mécontentement dans les hôpitaux et les lycées professionnels, la grève massive des raffineries à l'automne, la grève de travailleurs de la SNCF au début de l'hiver indiquent que le prolétariat a les ressources pour préserver ses droits, obtenir le retrait du projet, infliger une défaite au gouvernement Macron-Borne.

Pour gagner, il faut dresser la force de toute la classe ouvrière dans la grève générale jusqu'au retrait. Pourquoi tourner autour du pot ? La convergence des luttes, ça ne peut être que la grève générale ! Le tous ensemble, ça ne peut être que la grève générale ! La mobilisation générale, ça ne peut être que la grève générale ! Il n'y a pas d'autre moyen pour vaincre le gouvernement.

Il faut s'organiser pour déborder les bureaucraties syndicales. Partout, dans les entreprises, les bureaux, les hôpitaux, les établissements scolaires, les facultés, etc., il faut construire les comités d'action pour la grève générale, les coordonner entre eux, qu'ils interviennent dans les assemblées générales dans les sections syndicales sur la ligne : pour vaincre le gouvernement, grève générale !

Il faut construire la force qui imposera la grève générale. Rejoignez ce combat. Prenez contact avec le Groupe marxiste internationaliste.

14 janvier 2023

# Pour le capital, les travailleurs vivent trop longtemps

Dans le mode de production capitaliste, le salaire (le prix de la force de travail) doit permettre la reconstitution de la capacité productive des exploités. Les travailleurs incapables de se faire employer (chômage, maladie grave, handicap, vieillesse, maternité...) n'ont en soi pas de raison d'être payés puisqu'ils ne vendent plus leur force de travail. Leur survie relève de la solidarité familiale ou de la charité. Sous la pression des travailleurs, l'État a accepté de les prendre partiellement en charge, soit directement (logique d'assistance, financement par l'impôt), soit par l'intermédiaire d'institutions spécialisées (logique d'assurance, financement par cotisations obligatoires).

## La fable du « modèle français »

La protection sociale instaurée en 1945 en France n'a rien d'original, elle est calquée sur le système inventé à la fin du 19<sup>e</sup> siècle en Allemagne. Cela ne pouvait être avoué pour cause de patriotisme qui cimentait alors l'alliance de la CFTC, de la CGT, du PS-SFIO et du PCF avec le MRP sous la direction du général de Gaulle. La Sécu française est de nature « bismarckienne » : assurance obligatoire, cotisations proportionnelles au salaire brut, prestations souvent proportionnelles au salaire (pensions, arrêt maladie, indemnités chômage...).

Le « modèle français » est basé sur la collaboration de classes. Les « partenaires sociaux » (3 organisations patronales et 5 confédérations syndicales) cogèrent les trois branches de la Sécu ainsi que les régimes de re-

traite complémentaire et d'assurance-chômage. En fait, c'est l'État bourgeois qui tranche en dernier lieu, comme le prouve la loi du 17 novembre 2022 qui restreint les droits des chômeurs. On doit à Jospin, en 2000, la création du Conseil d'orientation des retraites, où siègent les chefs syndicaux (2 CGT, 2 CFDT, 2 FO, 1 CTFC, 1 CFE-CGC, 1 UNSA, 1 FSU) contre rétribution.

La protection offerte par la Sécu était insuffisante dès sa fondation. Globalement, le système conserve l'inégalité de revenu car seuls le remboursement des soins et les allocations familiales, les mêmes en principe pour tous, réduisent les inégalités. Rien n'était prévu en 1945 pour les travailleurs privés d'emploi. La santé n'était pas gratuite malgré les promesses creuses en 1945 du Conseil national de la résistance (gaullistes, autres partis bourgeois, partis sociaux-chauvins PS-SFIO et PCF).

En ce qui concerne la branche « vieillesse » de la Sécu, certains travailleurs préférèrent garder des « régimes spéciaux » plus avantageux, en particulier pour leur retraite. Mais les nombreux précaires de ces entreprises publiques (les « chibanis » marocains de la SNCF, par exemple) ne bénéficiaient pas des mêmes avantages, ni les travailleurs des entreprises sous-traitantes d'EDF... La pension des salariés est alors si faible que cela justifie l'adjonction ultérieure de deux régimes de retraite complémentaire dont les recettes sont aux mains de sociétés financières privées et non de la Sécu (URSSAF).

Le « modèle français » est injuste : il pompe une partie des salaires bruts au lieu d'être intégralement payé par les employeurs. Les cadres versent une partie moindre de leur salaire brut grâce à un système de plafond alors qu'ils touchent plus longtemps car ils vivent plus longtemps. Une suspension de carrière pour élever des enfants ou les périodes de chômage diminuent systématiquement la pension. Les prolétaires n'ont en général pas de revenu du patrimoine quand ils partent en retraite, alors que les petits-bourgeois et les bourgeois additionnent à leur pension les loyers, les intérêts, les dividendes qu'ils touchent.

## Les attaques sans fin contre le droit à la retraite

Avec le retour des crises capitalistes mondiales en 1973-1974, pour préserver le taux de profit, les États, dans le monde entier, ont entrepris de diminuer les prestations sociales et, parallèlement, de limiter les impôts acquittés par le capital. Il en a résulté la montée des inégalités sociales.

En France, depuis 1993, le droit à la retraite des salariés a été fortement dégradé par les gouvernements successifs : Balladur en 1993, Chirac-Juppé en 1995, Chirac-Fillon en 2003, Sarkozy-Fillon en 2010 et Hollande-Ayrault en 2014. D'abord en allongeant la durée du travail avec un recul de l'âge de départ de 60 à 62 ans, une

### Motion de la CGT des sapeurs-pompiers du Rhône

Le projet du gouvernement reporte l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans, il accélère l'application de la réforme Touraine en augmentant la durée de cotisation nécessaire pour toucher la retraite à taux plein de 42 à 43 ans dès 2027

Ce projet a été discuté pendant des mois avec les dirigeants syndicaux. Il n'est aujourd'hui pas plus négociable et amendable qu'il était négociable hier. Dirigeants de la CGT, exigez son retrait pur et simple !

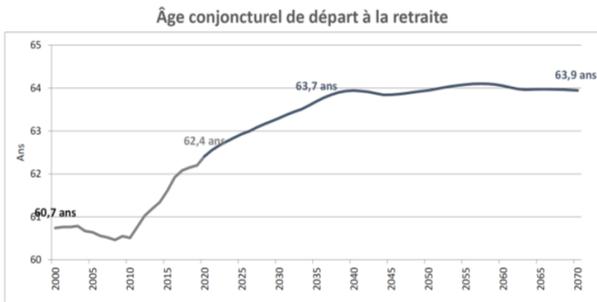
Ni les journées d'action à répétition, ni les « temps forts », ni les actions qui s'inscrivent dans la durée ne permettront le retrait, le gouvernement n'en a rien à faire, il attend, comme chaque fois, que le lendemain tout rentre dans l'ordre, ce qui conduit à la défaite comme dans les précédentes batailles 2003, 2010, 2013.

Pour gagner la question n'est pas de durer le plus longtemps possible, mais de taper le plus fort possible tous ensemble pour gagner le plus vite possible, et pour cela le mot d'ordre doit être : Grève générale jusqu'au retrait. La Confédération de la CGT doit appeler immédiatement à la grève générale jusqu'au retrait du projet.

Lyon, le 17 janvier 2023, à l'unanimité des présents



## Un âge de départ à la retraite qui augmenterait du fait des réformes passées pour atteindre 64 ans



augmentation de la durée de cotisation de 37,5 à 43 ans. Puis en diminuant les pensions en prenant en compte les 25 meilleures années au lieu de 10 dans le privé et en les désindexant des salaires des actifs. Enfin, en faisant peser davantage le financement sur le travail avec l'instauration de la CSG en 1993 par le gouvernement Mitterrand-Rocard. Les impôts de type CSG-CRDS amputaient les pensions brutes de 1,1 % en 1998, aujourd'hui, c'est 9,1 %.

L'argument du vieillissement de la population pour remettre en cause le droit à la retraite est douteux. La taille de la population active et la productivité du travail n'ont cessé de croître depuis 1945. Pour la France, de 1980 à 2020, la productivité du travail a augmenté de 66,7 %, ce qui permettrait de financer sans problème les soins des travailleurs, l'enseignement de leurs enfants et la vie de ceux qui sont retraités.

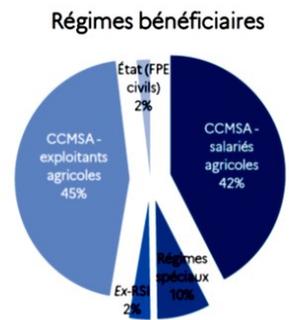
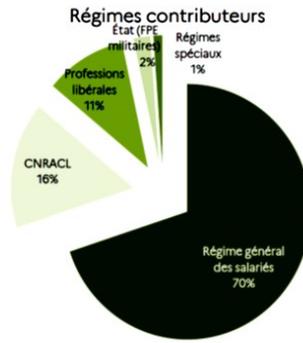
Le déficit est avant tout causé par le chômage qui est le résultat inévitable du capitalisme et par l'État qui allège les cotisations et les impôts des patrons pour leur permettre d'augmenter leur taux de profit.

En outre, les salariés paient pour les retraites des travailleurs indépendants. En 2022, cette « compensation démographique vieillesse » représente 2,632 milliards d'euros.

### Le jeu de Macron-Borne : pile, les travailleurs perdent ; face, ils perdent aussi

Sans même la nouvelle loi, l'âge de la retraite augmente déjà, par l'effet des lois précédentes contre les retraites. Avec la nouvelle loi, soit elle ou il partira plus tard (et donc touchera moins de pension au total), soit, faute d'emploi, elle ou il partira en étant pénalisé (et donc touchera moins de pension au total aussi). Actuellement, en moyenne, un retraité touche une pension brute de 1 613 euros par mois, ce qui représente 50 % du revenu d'activité. Il était déjà prévu, sans la nouvelle attaque, de baisser ce taux de remplacement d'au moins 10 % en 40 ans.

Les attaques contre le droit à la retraite des salariés sont une manière d'augmenter le degré d'exploitation du prolétariat. Seul le travail est créateur de valeur. Si on met à part les indépendants, qui sont minoritaires, la richesse



TRANSFERTS ENTRE RÉGIMES DE RETRAITE  
COMPTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, SEPTEMBRE 2022, P. 55

produite se partage fondamentalement entre le travail et le capital, entre salaire direct, pensions, indemnités chômage d'une part et profit, intérêts, loyers d'autre part. La diminution de la part des richesses revenant à la partie du prolétariat qui ne travaille plus permet, de manière structurelle, d'augmenter le taux de profit, le rapport entre les revenus du capital et la valeur du capital avancé.

Retrait du projet de loi Macron-Borne-Dussopt ! Grève générale pour faire reculer l'État !

Boycott de toute concertation ! Dirigeants syndicaux, sortez du Conseil d'orientation des retraites !

Augmentation des cotisations patronales ! Suppression des cotisations des salariés !

Abrogation des lois antérieures contre les retraites ! Retour aux 37,5 années de cotisation et à 60 ans d'âge de la retraite ! Indexation des pensions sur l'inflation!

Calcul du montant de la pension sur les 6 meilleurs mois pour tous ! Maintien des compensations pour les femmes et les travaux pénibles ! Taux de remplacement à 75 % (sauf pour les PDG qui touchent déjà des « retraites chapeau ») ! Pas de pension au-dessous du Smic !

Sur cette base et sur cette base seulement, intégration des régimes de retraite complémentaires au régime général ! Une seule caisse pour les salariés et uniquement les salariés, gérée par leurs seuls représentants !

15 janvier 2023



# Retrait du projet de loi Macron-Borne-Darmanin contre les immigrés !



MANIFESTATION PARIS, 18 DÉCEMBRE 2022 / PHOTO LOU ROMÉO

Durant la campagne présidentielle, Macron avait promis d'aggraver les conditions de vie et de travail des étrangers s'ils sont pauvres. Alors que l'État et les grands groupes capitalistes français contribuent à la misère dans de nombreux pays et à l'instabilité politique et aux conflits armés dans plusieurs, l'accueil pour ceux et celles qui les fuient sera encore restreint. C'est le but du projet de loi « Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » présenté le 20 décembre.

## « On veut garder ceux qui travaillent, pas ceux qui rapinent » (Darmanin, 4 décembre)

Après 22 lois anti-immigrés en 30 ans, ce projet de loi veut, selon le ministre de l'intérieur « être gentil avec les gentils, méchants avec les méchants » (*Le Monde*, 2 novembre). Cette présentation manichéenne des travailleurs, couplée à celle des français d'un côté, étrangers et immigrés de l'autre, si chère à Chirac et Le Pen, Darmanin la décline en compagnie du ministre du travail Dussopt. Elle colle aux demandes d'une partie du patronat dont les secteurs ne trouvent pas assez de travailleurs corvéables.

*Si un étranger en situation irrégulière dit : « Je veux travailler dans un métier en tension », le ministre du travail propose de créer un titre de séjour « métier en tension »... Et le RN ne pourra pas nous faire le coup du travail volé aux Français... Le président du Sénat sera très largement consulté. S'il faut amender le projet, on le fera. Nous sommes très ouverts.* (Darmanin, *Le Monde*, 2 novembre 2022)

Profitant du meurtre de la petite Lola par une déséquilibrée de nationalité algérienne sous le coup d'une obligation à quitter le territoire français (OQTF), Darmanin amalgame

honteusement délinquance et immigration. Il promulgue une nouvelle circulaire le 17 novembre.

*Gérald Darmanin appelle les préfets à exercer une véritable « police du séjour ». Outre le rappel du droit déjà applicable, il demande l'inscription systématique des personnes qui font l'objet d'une OQTF au fichier des personnes recherchées afin de « comptabiliser tous les étrangers sous OQTF quittant le territoire national.* (*Le Monde*, 18 novembre 2022)

Après quelques concertations avec les partis parlementaires (dont PS, PCF et LFI) et des associations, la première ministre Borne lance le débat à l'Assemblée le 6 décembre puis au Sénat le 13.

*Au niveau national, nous renforçons le contrôle aux frontières. Nous avons doublé les effectifs à nos frontières et les résultats sont là : 10 000 refus par mois prononcés en 2021, contre 3 000 début 2020 avant le covid. Par ailleurs, nous réduisons la durée des procédures : celles de l'OFPRA ont diminué, mais celles des contentieux restent trop longues.* (Borne, *senat.fr*; 13 décembre 2022)

En 2021, sur 208 000 demandeurs d'asile, seuls 54 000 ont bénéficié d'une protection, soit un quart des migrants cherchant refuge. Et la répression avec le recrutement de policiers, de gendarmes, de douaniers et de matons est assumée. Borne précise qu'elle augmentera « les capacités des centres de rétention administrative (CRA) ». Devant le Sénat, Darmanin explique avoir accepté « un amendement de M. Ciotti pour créer 3 000 places supplémentaires en CRA » (*senat.fr*, 13 décembre).

## La 21<sup>e</sup> loi contre l'immigration depuis 1986

Appuyé sur la loi « asile et immigration » Macron-Collomb de 2018 [lire *Révolution communiste* n°28], le projet de loi et ses 25 articles est plus dur que ses premières ébauches. Pour accéder à un titre de séjour d'un an par le travail, une exploitation illégale d'au moins huit mois et une présence sans papiers de 3 ans sont exigées.

*Dans certains cas, et pour certains pays d'origine, nous allons donc autoriser l'accès au travail rapide pour les demandeurs d'asile. Ainsi, un arrêté sera régulièrement mis à jour pour déterminer la liste des pays concernés. De même, nous voulons créer un titre de séjour pour les métiers en tension. Nous proposons qu'il soit accessible aux étrangers présents sur le territoire depuis au moins trois ans, et*

*qui ont une ancienneté professionnelle d'au moins huit mois.* (Dusopt, *Le Figaro*, 21 décembre 2022)

La « double peine » consistant à mettre en prison puis à expulser un condamné étranger est rétablie :

*D'abord, toute personne éloignée sur la base d'une OQTF ne pourra pas demander de visa pendant cinq ans. Ensuite, la « double peine » sera rétablie pour tous les étrangers condamnés à des peines d'au moins dix ans de prison - cinq ans en cas de récidive.* (Darmanin, *Le Figaro*, 21 décembre 2022)

Les travailleurs demandant un titre de séjour pluriannuel de 4 ans maximum doivent avoir un « niveau de maîtrise de la langue française déterminé par décret » (article 1).

Pour pallier le manque de soignants dans les hôpitaux, est créé un titre de séjour « *talent-professions médicales et de la pharmacie* » de 13 mois maximum (article 7), étendu à 4 ans si des examens confirment les compétences médicales.

Le projet vise à « *faciliter les expulsions des étrangers ne respectant pas les valeurs de la République et commettant des infractions sur le territoire national* » (article 9).

Aux frontières françaises, les « *opérations de relevé des empreintes digitales et de prise de photographie* » pourront se faire « *sans le consentement de l'intéressé* » (article 11).

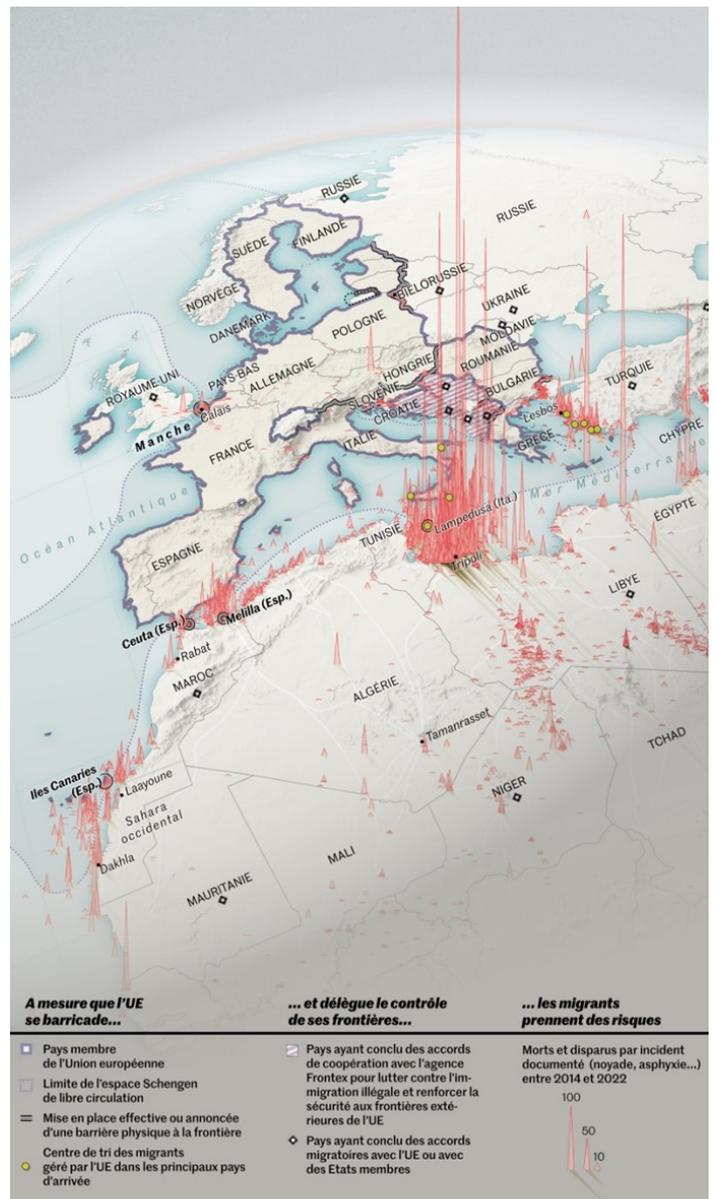
Pour ceux qui détiennent un titre de séjour, la soumission à l'ordre est exigée sous la menace. Un titre de séjour peut être retiré en l'absence de respect des valeurs de la République et si « *sa présence constitue une menace grave pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sûreté de l'État* » (article 13).

Ceux qui aident au passage de frontières seront passibles de vingt ans de prison et d'une amende allant jusqu'à 1,5 million d'euros (article 14). Pour les patrons exploitant un sans papier, ils n'auront qu'une amende de 4 000 euros (article 8) !

Le travailleur étranger n'aura plus à demander l'accord de son employeur, il aura affaire à un guichet unique nommé « France asile ». Plusieurs articles le créent afin que les juges aient plus de délai pour ordonner les expulsions, les migrants moins de possibilités de contester. La création de « *chambres territoriales* » avec « *juge unique* » doit, selon les ministres, réduire à 9 mois les « contentieux » et accélérer les expulsions.

## L'Europe des assassins

Le projet entend « *renforcer Frontex et réformer l'espace Schengen* » (Borne, *senat.fr*, 13 décembre). L'Union européenne, son traité Schengen et sa police Frontex (célèbre pour des affaires de corruption) causent la mort



MORTS ET DISPARUS ENTRE 2014 ET 2022 / *LE MONDE*, 19 NOVEMBRE 2022

de milliers de migrants chaque année sur les routes maritime et terrestre. L'accord imposé en 2016 à la Turquie et à la Grèce par Berlin et Paris maintient des millions de travailleurs et de jeunes dans des camps. La route libyenne pour sauver sa peau est tenue par un État mafieux soutenu par les puissances de la région, Rome et Paris en tête. Les bateaux d'ONG n'ont qu'un droit limité de sauver les migrants en Méditerranée.

En Bulgarie, Frontex ferme les yeux sur des pratiques inhumaines.

*Dans une petite ville du sud de la Bulgarie, entre l'école maternelle, le stade municipal et des rangées de maisonnettes tranquilles, une « cage » abritée dans un cabanon est utilisée par les gardes-frontières bulgares pour détenir des aspirants à la migration... Un document interne à Frontex, que nous avons pu consulter, rappelle que cette présence n'est pas ponc-*

## Toulouse : les mineurs étrangers du campus de Rangueil ne sont pas expulsés



80 mineurs non accompagnés étaient menacés depuis le 15 décembre d'être expulsés du bâtiment 4R3 du campus de Rangueil, inexploité depuis février 2022. Ils s'y étaient réfugiés, faute de mieux, pour se mettre à l'abri à l'entrée de l'hiver. Soutenus par plusieurs associations comme le collectif AutonoMIE, Tous en classe 31, Médecins du monde, et la Société Saint Vincent de Paul, ces jeunes étrangers demandent un traitement digne et collectif de leur situation de la part des pouvoirs publics.

### Le président de l'Université demande à la police d'expulser des jeunes étrangers

La menace par la présidence de l'université de mise à la rue, à la veille de Noël, d'adolescents sous prétexte de leur sécurité, et si nécessaire par l'intervention de la police, démontre que la prétendue tradition humaniste universitaire, même parmi ses dirigeants, relève plus d'une légende que de faits avérés.

Peu avant les congés de fin d'année, le président de l'UT3, Jean-Marc Broto avait sommé les mineurs de quitter les lieux occupés. Des conditions de vie pourtant loin du standard de la décence puisque le chauffage, l'eau chaude, et l'accès aux douches du gymnase leur avait été supprimés par les services de l'université, sans compter les brimades des sbires de la sécurité.

Si la tête de l'UT3 a fait preuve de l'étendue de sa générosité, les collectivités locales montrent de leur côté qu'elles ne sont pas en retard sur l'agenda de l'exécutif national, étant déjà en phase avec l'acharnement de Macron et Darmanin contre les immigrés et leur projet de loi « *Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration* ». Présenté le 20 décembre dernier, il associe délinquance et immigration dans une rhétorique raciste qui n'a rien à envier au programme du RN.

### La mairie de Toulouse et le département se rejettent la responsabilité

Que ce soit à la mairie de Toulouse, dirigée par Jean-Luc Moudenc (dirigée par les partis bourgeois LR-LREM-UDI) ou au conseil départemental de la Haute-Garonne, à majorité de partis ouvriers-bourgeois (PS-PCF-Génération) plus le PRG, la politique de traitement de la situation sociale de ces jeunes mineurs étrangers ne diffère pas dans leur manière de s'en prendre aux plus démunis.

À tel point qu'en 2019, la mairie de Toulouse a dû les reloger dans l'ancien EHPAD des Tourelles, dans le quartier de la Cépière. Au passage, une manière de montrer qu'une mairie de « droite » pouvait être moins antisociale qu'un département de « gauche ».

Puis début 2022, le Centre communal d'action sociale, devenu propriétaire de l'ancien EHPAD a décidé de sa fermeture, sommant les occupants de quitter les lieux, après jugement du tribunal administratif en mai 2022. Le 26 août 2022, des colonnes de CRS (pour cela, il y a des moyens) ont pris place devant le bâtiment pour procéder à l'évacuation de la centaine de jeunes.

« *Une bonne nouvelle pour la République* », c'est en ces termes que le maire de Toulouse a décrit le 27 août la remise à la rue d'une centaine de mineurs isolés. Avant de se mettre à l'abri de l'hiver en décembre dans le bâtiment 4R3, les jeunes n'avaient eu d'autre moyen que d'occuper les allées Jules Guesde, en plein centre-ville proche du palais de justice, dans des toiles de tente de fortune.

### Mobilisation des travailleurs de l'université et des étudiants

Mardi 3 janvier, environ 200 travailleurs-ses de l'université Paul Sabatier (Université Toulouse 3), appelés-es par les sections locales Ferc-Sup-CGT et SNTRS-CGT en relais d'un appel du collectif AutonoMIE, se sont rassemblés devant le bâtiment administratif pour manifester leur soutien à une centaine de jeunes mineurs étrangers.

La manifestation des agents a permis pour le moins de faire reculer le président de l'université qui, bien qu'autorisé par le tribunal administratif de Toulouse le 28 décembre dernier à procéder à l'expulsion, n'a pas encore usé de ce pouvoir.

Après une campagne de front unique sur le campus (restau U, cantines, bouche de métro), le tribunal administratif de Toulouse a levé le 13 la mesure d'expulsion qu'il avait prononcée.

14 janvier 2023, correspondant

*tuelle : dix de ses agents sont déployés de façon permanente à Srédets depuis la fin de mars 2022. Une collaboration entre Frontex et les gardes-frontières bulgares, confirmée dans cet article de presse locale. (Le Monde, 8 décembre 2022)*

En mer Égée, la police grecque et Frontex repoussent les étrangers et parfois quand ils ont touché terre, malgré le droit international et européen ! En Manche, il est fréquent que l'État français et l'État britannique se renvoient la balle en cas d'appel au secours, condamnant les étrangers à la noyade. Leur accord signé début novembre ne peut qu'aggraver le bilan mortel de leur politique.

*Les deux points principaux de cet accord sont une enveloppe de 72,2 millions d'euros que devront verser les Britanniques en 2022-2023 à la France qui, en contrepartie, s'engage à augmenter de 40 % ses forces de sécurité (350 policiers et gendarmes supplémentaires) sur les plages d'où partent les migrants à destination des côtes britanniques. (La Tribune, 14 novembre 2022)*

### La politique de l'immigration de Macron et l'assassinat des Kurdes du 23 décembre

Le résultat des « politiques migratoires » (qui sont toujours une restriction à l'accueil des réfugiés et à la liberté de circulation des prolétaires, jamais des capitalistes) est une ségrégation de fait qui divise les travailleurs et l'hypertrophie d'un appareil douanier, policier, pénal, carcéral est non seulement couteux mais dangereux pour les libertés démocratiques.

Ce sont ces institutions qui ont libéré sans jugement l'assassin des Kurdes qui avait déjà attaqué au sabre des étrangers et qui s'en était pris à ses victimes.

*Le 8 décembre 2021, William M. s'approche, tôt le matin, d'un campement de migrants dans le parc de Bercy, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement. Il dégaine ensuite un sabre en hurlant : « Mort aux migrants » et commence à tailler en pièces les tentes dans lesquelles dorment des familles. Il s'attaque à un homme en train d'uriner, le blessant au dos et à la hanche. Puis il taillade un mineur, avant d'être ceinturé et mis*

*hors d'état de nuire par trois autres occupants du campement qui se servent d'une branche d'arbre pour le frapper. La police, appelée sur les lieux, interrompt toutes les personnes impliquées dans les violences, y compris les victimes. Plus étonnant encore, quatre des cinq personnes agressées, sauf le mineur, sont placées en garde à vue pendant quarante-huit heures.*

*Ce n'est pas tout : lors de la garde à vue, constatant que l'une des personnes agressées, un ressortissant marocain, ne dispose d'aucun titre de séjour, les policiers alertent la préfecture, qui délivre à son encontre une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Le document précise même que l'intéressé s'est livré à des « violences volontaires avec arme et en réunion », alors qu'il se défendait face à un homme cherchant à le tuer avec un sabre. L'OQTF refuse au mis en cause tout « délai de départ volontaire ».*

*L'histoire ne s'arrête pas là. Les bénévoles des associations intervenant sur le campement, qui abrite une soixantaine de migrants, demandent à la police de sécuriser les lieux et décident de s'y rendre en nombre afin de rassurer les personnes restées sur place et passablement traumatisées par l'épisode de la veille. « Mais, au lieu de cela, nous avons vu les BRAV [brigades de répression de l'action violente motorisées] débarquer en masse pour verbaliser les militants présents pour rassemblement non autorisé », raconte Cloé Chastel. Dix-neuf militants, dont huit de la seule association Aurore, reçoivent une amende de 155 euros. (Le Monde, 28 décembre 2022)*

Le mouvement ouvrier défend la démocratie mais les bureaucraties qui le contrôlent actuellement demandent aussi le renforcement de l'appareil répressif de l'État qui nuit aux libertés.

### L'ambiguïté des appareils sociaux-patriotes

Face à la nouvelle offensive, la position des partis et syndicats du mouvement ouvrier français est décevante. Loin d'exiger le retrait du projet et la suppres-



**Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 14 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :**

ARTP / AGECA service BP  
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Pays.....

Adresse électronique .....@.....

sion de la « politique de l'immigration », chacun conseille le gouvernement ou accepte de le fréquenter. Dès le 3 novembre, la direction de la CGT fait croire que le gouvernement reculera de lui-même.

*Le gouvernement doit abandonner ce projet de loi... Pour combattre l'extrême droite, il ne faut pas s'inspirer de ses idées mais mettre en place des politiques de progrès social. (CGT, Ce n'est pas en jouant le jeu de l'extrême-droite qu'on la combat, 3 novembre 2022)*

La CFDT demande de « régulariser les travailleurs qui sont aujourd'hui en emploi » sans exiger le retrait du projet de loi. Comme la direction de la CGT, Laurent Berger (CFDT) s'en remet aux gouvernements européens, une fois l'*Ocean Viking* accueilli après 20 jours d'errance en mer [voir *Révolution communiste* n° 53] :

*Il fallait le faire d'un point de vue humanitaire, maintenant il faut des politiques européennes.*

En se contorsionnant, les partis ouvriers bourgeois s'opposent, eux aussi, à l'ouverture des frontières.

*Il faut désencombrer les procédures du droit d'asile, créer une voie humanitaire, une voie climatique pour sélectionner celles et ceux qui méritent l'accueil et l'organiser. (Faure, premier secrétaire du PS, Le Monde, 27 novembre 2022)*

*À la France insoumise, nous n'avons jamais dit que nous étions « no border », notre position est qu'il faut tout faire pour que les gens ne partent pas de chez eux... (Mélenchon, chef suprême de LFI, Revue des deux mondes, novembre 2022)*

*La loi française organise par secteur, une immigration en fonction des besoins dans des filières d'activité. Il y a des visas avec autorisation de travail qui sont accordés après étude du ministère du travail. (Roussel, secrétaire national du PCF, Public Sénat, 2 février 2022)*

Transfuge du PCF vers LFI en passant par Générations, le député NUPES Thomas Portes fréquente les concertations de Darmanin.

*Sur les régularisations, il se dit tout aussi sceptique : « On n'a pas la liste des métiers en tension qui se-*

*raient concernés [par le titre de séjour]. Nous, nous sommes pour la régularisation de tous ceux qui travaillent. Si je dois retenir un élément positif de nos échanges, ajoute-t-il, c'est l'engagement qu'a pris Gérard Darmanin qu'il n'y ait plus un mineur de moins de 16 ans en centre de rétention administrative. (Le Monde, 27 novembre)*

La NUPES cherche un terrain d'entente avec le gouvernement.

*Boris Vallaud a dit vouloir un débat... guidé par la mesure. Nous ne sommes ni dans l'obsession, ni dans l'aveuglement... Nous savons que, sans être au coeur de leurs préoccupations, la question migratoire taraude les Français. (Marianne, 7 décembre)*

Devant la tournure de plus en plus réactionnaire du projet, l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires « dénonce ce projet de loi qui va à l'encontre de nos valeurs d'accueil, de solidarité et d'égalité des droits » (CGT-FSU-Solidaires, 13 décembre). Mais le combat pour son retrait n'est toujours pas engagé. L'ouverture des frontières est encore oubliée.

C'est seulement pour l'appel à la journée internationale des migrants du 18 décembre que la FSU et Solidaires (sans les signatures de la CGT ni de la CFDT ni de FO ni du PCF ni du PS ni de LFI ni de LO) se disent « contre la loi immigration de Darmanin » et « pour la liberté de circulation » (*gisti.org*, 18 décembre).

## Front unique ouvrier pour le retrait du projet Macron-Borne-Darmanin

La lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers exige que toutes les directions syndicales, tous les partis se réclamant des travailleurs se prononcent pour le retrait du projet de loi Macron-Borne-Darmanin et appellent à une manifestation centrale le jour de son vote à l'Assemblée nationale. La convergence des centaines de milliers de travailleurs avec et sans papiers, ce jour-là, permettrait sans doute de faire reculer le gouvernement. Ce sera un appel d'air pour le mouvement ouvrier en France, en Europe et dans le monde. Il aiderait au combat contre les gouvernements capitalistes, leurs polices et leurs frontières, leurs répressions et leurs murs qui protègent les exploités.

Abrogation de toutes les lois anti-immigrés ! Dissolution de Frontex ! Liberté pour les réfugiés, les étudiants, les travailleurs de s'installer en France ou de se rendre en Grande-Bretagne ! Régularisation de tous les étudiants et prolétaires sans-papiers ! Fermeture des centres de rétention ! Non à la criminalisation de la solidarité ! Égalité des droits pour tous ceux qui travaillent en France, y compris le droit de vote !

28 décembre 2022



# Assez des attaques contre les militants et réfugiés kurdes !

Le 23 décembre, un tueur s'est attaqué au Centre culturel kurde de France, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ainsi qu'à deux commerces voisins, également de la communauté kurde. Le Centre culturel Ahmet-Kaya qui abrite le Centre démocratique kurde de France, dont fait partie le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le PKK est un parti interdit en Turquie où ses militants sont pourchassés par la police et l'armée d'Erdoğan.

Le tueur armé d'un revolver a assassiné trois militants kurdes, dont Emine Kara, la responsable des mouvements de défense de femmes kurdes, et en a blessé trois autres. Emine Kara avait combattu pendant 30 ans pour les droits des Kurdes, aussi bien en Turquie qu'en Irak, en Syrie et en Iran. Elle avait notamment participé à la résistance armée des Kurdes contre l'État islamique (Daech) en Syrie.

Emine Kara avait demandé l'asile politique en France, mais le statut de réfugiée lui a été refusé par l'État français. Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne. Des militants du PKK réfugiés en France sont actuellement l'objet de procédures de la part du parquet anti-terroriste. De plus, sous la pression d'Erdoğan qui en fait une monnaie d'échange pour donner son accord à l'élargissement de l'OTAN, les militants kurdes réfugiés en Suède sont aujourd'hui en passe d'être expulsés.

Le peuple kurde, morcelé entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie, a toujours vu son droit imprescriptible à l'autodétermination et à la constitution s'il le désire de son propre État violemment combattu tant par les puissances impérialistes que par les bourgeoisies turque, iranienne, irakienne et syrienne. Aujourd'hui, le peuple kurde est sous le feu de l'armée et de la police turque, aussi bien en Turquie qu'à la frontière syrienne. Dans le même temps, les Kurdes d'Iran, à la pointe du soulèvement contre la dictature islamique, sont les victimes de la répression la plus violente de la part du régime iranien.

Le tueur, déjà connu pour diverses attaques et violences racistes, s'était en particulier attaqué avec un sabre à un camp de réfugiés en décembre 2021. Mais, à peine sorti de prison sous contrôle judiciaire le 12 décembre 2022, le voici à nouveau à l'oeuvre. Au vu de la répression féroce contre les Kurdes menée aussi bien par le régime turc que par le régime iranien, au vu des précédents attentats contre des militants kurdes menés par leurs services secrets dans de nombreux pays du monde avec l'aide de l'organisation fasciste Bozkurtlar, au vu des victimes tombées sous les balles du tueur, il est difficile de croire à l'acte individuel d'un raciste plus ou

moins déséquilibré, comme l'avance le ministre de l'intérieur Darmanin. Que ce soit inconsciemment ou sur ordre, le meurtrier a fait le jeu du régime d'Erdoğan et de sa politique de persécution des Kurdes. Il appartiendra à une commission d'enquête indépendante, menée par les organisations de travailleurs, de découvrir les véritables motivations de l'attentat.

Front unique ouvrier pour la défense de tous les réfugiés et militants kurdes ! Droit d'asile, droit de séjour, fin des poursuites policières en France comme partout en Europe et dans le monde !

Dirigeants des organisations ouvrières, appelez et organisez des manifestations devant les ambassades et consulats de Turquie pour l'arrêt de l'intervention militaire contre les Kurdes en Syrie, le retrait de troupes, la libération des prisonniers !

Pour une commission d'enquête indépendante du mouvement ouvrier international afin d'élucider les raisons des meurtres à Paris !

Arrêt immédiat de la répression des masses au Kurdistan iranien et dans tout l'Iran !

Vive la lutte du peuple kurde au sein des peuples d'Iran !

Pour le droit des Kurdes de Turquie, d'Iran, de Syrie et d'Irak à constituer un seul État kurde !

24 décembre 2022

Collectif révolution permanente  
(Autriche, Espagne, France, Turquie)



## Le ralentissement de l'économie mondiale se confirme

La Banque mondiale vient de publier ses dernières prévisions économiques. En 2023, la croissance mondiale devrait ralentir à 1,7 %, plutôt que 3 % prévu il y a six mois.

*La crise qui menace le développement s'aggrave à mesure que les perspectives de croissance mondiale se dégradent. Les économies émergentes et en développement connaissent depuis plusieurs années une croissance en berne en raison d'un lourd endettement et d'investissements insuffisants, car les capitaux mondiaux sont absorbés par les économies avancées confrontées à des niveaux de dette publique extrêmement élevés et à des taux d'intérêt en hausse. La faiblesse de la croissance et des investissements des entreprises aggravera les reculs déjà dévastateurs en matière d'éducation, de santé, de réduction de la pauvreté et d'infrastructures, ainsi que les nécessités liées au changement climatique.* (David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale)

La croissance des pays d'économie avancée (pour l'essentiel, les vieux impérialismes), devrait passer de 2,5 % en 2022 à 0,5 % en 2023. Ces deux dernières décennies, des ralentissements de cette ampleur étaient annonciateurs d'une récession mondiale.

Aux États-Unis, la croissance plafonnerait à 0,5 % en 2023 ; ce taux, inférieur de 1,9 point par rapport aux prévisions précédentes, constituerait la plus faible performance enregistrée par ce pays depuis 1970, en dehors des épisodes officiels de récession. En 2023, la croissance de la zone euro devrait être nulle. La Chine devrait enregistrer une progression de 4,3 % en 2023, après 2,7 % seulement en 2022.

Il ne s'agit que de prévisions, mais elles donnent une tendance. Ce qui est certain, c'est que la hausse des taux directeurs des principales banques centrales des principales puissances impérialistes, Japon pour l'instant excepté, réoriente le flux des capitaux flottants vers les obligations souveraines de ces États au détriment des pays dominés.

Cela précipite la dévalorisation de leurs monnaies et l'inflation, comme cela se passe en Argentine, en Turquie, etc. Il s'agit avant tout de capitaux dits « *de portefeuille* » qui sont mobiles et se placent internationalement par dizaines de milliards au plus offrant. Mais même les capitaux d'investissement dans les entreprises pour leur possession, les IDE, sont touchés. Ainsi la Banque mondiale prévoit que sur la période 2022-2024, les IDE dans les pays dominés et dits émergents ne devraient augmenter que de 3,5 %, soit un taux de croissance deux fois moins élevé que celui des deux dernières décennies. Avec toutes les conséquences :

*Sans une croissance forte et soutenue de l'investissement, il est tout simplement impossible de faire des progrès significatifs dans la réalisation des objectifs de développement et de lutte contre le changement climatique.* (Ayhan Kose, directeur de la cellule Perspectives de la Banque mondiale)

La guerre économique se renforce entre la Chine et les États-Unis. Ceux-ci viennent de compléter un ensemble de mesures drastiques pour bloquer l'approvisionnement de la Chine en semi-conducteurs performants, qui sont essentiels aussi bien d'un point de vue économique, pour fabriquer des avions par exemple, que d'un point de vue militaire. Les États-Unis et les impérialismes européens s'opposent également avec la mise en place des mesures protectionnistes de l'« *Inflation Reduction Act* » américain qui pénalisent les exportations européennes et facilitent l'installation des entreprises aux États-Unis plutôt qu'en Europe. L'industrie de celle-ci souffre déjà de problèmes d'approvisionnement de gaz, découlant de la guerre en Ukraine, que ne connaissent pas les États-Unis.

Pour le moment, l'économie américaine résiste plutôt bien, le PIB a augmenté de 3,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, et les estimations pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2022 tournent autour de 2,8 % (après les deux premiers trimestres négatifs). L'inflation décélère légèrement, elle est de 6,5 % en décembre après un pic de 9,1 % en juin. Il y a toujours des créations d'emploi, environ 200 000 chaque mois, et le chômage est au plus bas, autour de 3,5 %, même si cela ne reflète pas totalement la réalité du marché du travail. Cependant, les indices boursiers (DAQ...) ont baissé en 2022 et toutes les grandes banques américaines viennent de faire savoir qu'elles augmentaient leurs provisions pour faire face à une éventuelle récession.

En Chine, on observe en décembre une baisse annuelle des exportations de 9,9 % et des importations de 7,5 %, qui témoigne à la fois de la diminution des échanges mondiaux et du ralentissement de l'activité économique en Chine, notamment à cause du confinement strict et de la crise immobilière. Cette politique sanitaire a été abandonnée brutalement, entraînant une vague de contaminations et de mortalité importante, la population étant peu vaccinée. Même si on ne peut totalement exclure un redémarrage temporaire de l'économie chinoise, comme le prévoit d'ailleurs la Banque mondiale, les tendances lourdes de la situation économique mondiale s'orientent vers un fort ralentissement, sinon une récession. Les économies européennes risquent bien de faire les premières les frais de cette dégradation de la situation économique mondiale.

14 janvier 2023

## Brésil : l'occupation du Congrès par les bolsonaristes

Le dimanche 8 janvier, des milliers de partisans de Bolsonaro ont envahi le Palais présidentiel, le Congrès et la Cour suprême à Brasilia. Ils n'ont pu entrer qu'avec la complicité manifeste de la police, sur place, et de la police militaire qui n'est intervenue que tardivement. Ils ont cassé tout ce qu'ils pouvaient, puis sont ressortis. Ce mouvement fait suite aux derniers résultats électoraux, avec une courte victoire pour Lula [voir *Révolution communiste* n° 53], aux manifestations de dizaines de milliers de bolsonaristes le 2 novembre réclamant l'invalidation de l'élection, au maintien depuis de campements devant les casernes pour demander à l'armée de prendre le pouvoir, sans être inquiétés le moins du monde.

Il ne s'agit pas d'un coup d'État, mais plutôt d'une première manifestation brouillonne de l'offensive des forces réactionnaires pour déstabiliser et à terme en finir avec Lula et son gouvernement. L'état-major n'a pas bougé, les points stratégiques n'ont pas été occupés par l'armée ou des forces fascistes organisées. L'armée n'a pas bougé car la bourgeoisie brésilienne, dans sa majorité, avait estimé que la solution d'un gouvernement de front populaire avec Lula était la moins mauvaise mais cela ne veut pas dire qu'elle va le laisser tranquille. Au contraire, elle entame dès aujourd'hui un travail de sape pour le mettre dehors quand elle aura réuni les conditions politiques pour le faire. Ce n'est pas encore le moment.

Rappelons-nous au Chili la bataille de la bourgeoisie chilienne contre le gouvernement Allende, avec par exemple le soutien des camionneurs, utilisant toutes les possibilités que lui laissait le gouvernement de front populaire, pour aboutir au coup d'État de Pinochet. Évidemment, tout comme l'avait fait Allende, Lula donne tous les gages à la bourgeoisie pour lui laisser carte blanche. Par exemple, il est de notoriété publique que la police militaire, forte de 500 000 hommes, est un nid de bolsonaristes car Bolsonaro a tout fait pour elle lors de son mandat : financements, promotions, équipements, impunité, etc. Et sans parler de l'armée qui a installé la dictature militaire de 1964 à 1985 et a donc une longue tradition d'intervention pour sauver l'État bourgeois, même si elle se tient pour le moment en retrait. Lula n'a aucunement l'intention de dissoudre les corps répressifs de l'État bourgeois, d'en appeler à l'armement du prolétariat, de s'appuyer sur un début de mobilisation en réaction à ces événements, les manifestants réclamant le rapatriement de Bolsonaro, son jugement et aucune amnistie pour les émeutiers, alors que déjà un grand nombre a été libéré, en raison de leur âge ou de leur état de santé (sic).

Au contraire, la politique de Lula, c'est l'union nationale avec toutes les forces politiques de la bourgeoisie, tous les galonnés, qui déjà conspirent et travaillent à son renversement. Avant même que les contradictions entre les aspirations des masses et la politique économique du gouverne-

ment de front populaire ne se fassent jour, qui va tenter de sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie sans jamais parvenir à la satisfaire, c'est sur le terrain de l'autodéfense, de l'armement du prolétariat, que se situent les premiers pas de la bataille entre révolution et contre-révolution. La politique d'une organisation révolutionnaire digne de ce nom ne peut pas faire l'impasse sur cette question.

Évidemment, il y a des similitudes avec l'assaut du Capitole donné l'an dernier par les partisans de Trump. Même assaut brouillon et sans le soutien décisif d'une partie déterminée de l'armée en relation avec une aile de la bourgeoisie, sans préparation du contrôle des centres névralgiques de l'État, etc. De ce point de vue, même la tentative de putsch de Hitler à Munich en 1923 pour s'emparer de la Bavière et ensuite marcher sur Berlin était autrement mieux préparée, et pourtant elle s'est écroulée en un jour. Mais entre le Brésil et les États-Unis, ce n'est pas tout à fait la même situation. Les États-Unis sont l'impérialisme le plus puissant, ce qui n'est pas le cas du Brésil. Le Parti démocrate avec Biden n'a pas constitué un gouvernement de front populaire, mais un gouvernement bourgeois avec un parti bourgeois. Cela ne signifie pas que le fascisme ne verra jamais le jour aux États-Unis, ni que l'affrontement sera en permanence entre les deux partis bourgeois « historiques », le PR et le PD. Il existe un courant qui cherche à constituer un parti fasciste de masse aux États-Unis, exprimé par les partisans de Trump qui pour le moment continuent d'oeuvrer au sein du PR, mais de façon minoritaire. On les a vus à l'oeuvre dernièrement pour l'élection du président de la Chambre des représentants. Même s'ils peuvent pousser plus à droite encore le PR, à terme ils devront nécessairement en sortir car ils ne parviendront pas à transformer le PR en parti fasciste. Mais pour le moment, la bourgeoisie américaine dans sa très grande majorité n'a pas choisi cette solution, qui reste en quelque sorte en réserve, car elle n'en a tout simplement pas besoin, ou pas encore.

La bourgeoisie peut recourir au fascisme sous la forme d'un parti fasciste qui s'attaque aux organisations ouvrières, rallie à son drapeau la petite-bourgeoisie enragée, le lumpen prolétariat, devient puissant et finit par s'emparer du pouvoir, comme l'ont fait les chemises noires de Mussolini ou le NSDAP de Hitler. Mais elle peut aussi, quand les conditions politiques le lui permettent, mettre en place directement une dictature militaire, comme au Brésil précédemment, en Argentine, au Chili, etc., sans avoir nécessairement recours à un parti fasciste de masse. Il faut analyser la situation et ses particularités à chaque fois.

14 janvier 2023

## Corrompu, raciste, homophobe : le gouvernement Netanyahu n° 6

Partis	Voix	Pourcentage	Sièges	Législatives 2021
Likoud	1 115 336	25,41	32	- 0,78 % + 3 sièges
Sionisme religieux + Force juive + Noam	516 470	10,84	14	+ 5,72 % + 7 sièges
Shas	392 964	8,25	11	+ 1,08 % + 2 sièges
Judaïsme unifié de la Torah	280 194	5,88	7	+ 0,25 % + 0 siège
Inscrits : 6 788 804 sur 9 656 000 habitants	Votants : 4 764 742	Abstention : 1 994 211 (29,37 %)		

### La victoire du « camp national » aux législatives

La coalition menée par Netanyahu, avec 48,58 % des voix exprimées, a remporté 64 des 120 sièges (53,3 %) du parlement israélien aux élections législatives anticipées, tenues le 1<sup>er</sup> novembre 2022, les cinquièmes en 3 ans et demi. Elle est menée par le Likoud, parti bourgeois réactionnaire héritier du « sionisme révisé » (« un État juif sur les deux rives du Jourdain, toute la Palestine mandataire et la Jordanie »), de l'Irgoun organisatrice de massacres de la population civile arabe avant et après 1948, de Begin et Sharon. Depuis sa création en 1973, il a gouverné au total 34 ans, renforçant la répression des Palestiniens, des opposants juifs à sa politique de colonisateur et a essayé à maintes reprises de museler le système judiciaire qui l'a plusieurs fois mis en cause. Il a fait adopter en juillet 2018 la loi de « l'État nation du peuple juif » qui renforce la colonisation, l'apartheid, bafoue les droits des hommes et des femmes dont le Likoud et ses acolytes nient l'existence individuelle, sociale, politique, culturelle, historique, religieuse, tous jetés dans un sac étiqueté « non juifs ».

Aux côtés du Likoud, le parti Sionisme religieux réclame une charia à la juive, le financement accru des institutions qui dispensent la Torah pour seul et unique enseignement, crache à chaque pas sa haine anti-arabe, exige l'annexion des colonies de Cisjordanie, l'expulsion de tous les demandeurs d'asile, le contrôle politique du système judiciaire, la non-reconnaissance du mariage homosexuel. Comme son allié Noam, fondé spécifiquement contre les droits des LGBT, prônant les « thérapies de conversion », l'interdiction de la Marche des fiertés et des candidatures au parlement de laïcs ou de femmes dont il ne veut pas non plus dans l'armée.

Le deuxième associé de Sionisme religieux, Force juive, provient du parti Kach, inscrit sur la liste des organisations terroristes au Canada, aux États-Unis, puis interdit

en Israël. Il se réclame du suprémacisme juif, se prononce pour l'instauration d'une théocratie, l'expulsion de tous les Arabes pour édifier « *le Grand Israël* », par conséquent, pour l'usage systématique des balles contre les lanceurs de pierres, pour la peine de mort contre les résistants tandis que lui continue d'organiser ses manifestations protégées par l'armée, aux cris de « *mort aux Arabes* », ses agressions et meurtres, ses destructions de cultures, de récoltes, de maisons palestiniennes. Sans jamais être inquiétés, les rabbins de cette organisation fasciste justifient le viol en temps de guerre, « *les différences spirituelles entre les hommes et les femmes* », « *l'infériorité génétique* » des Arabes et cette liste d'arriérations et de barbarie écoeurante n'est pas exhaustive.

Troisième parti de l'attelage, Shas se dit le représentant de la communauté séfarade (Juifs d'Afrique du Nord et du Proche-Orient) ; parti religieux ultraorthodoxe, pour lui aussi « *Israël est l'État du peuple juif* », mais dont il est urgent de modifier les institutions : Cour suprême, tribunaux civils, mariage civil, enseignement échappant au clergé... Un de ses rabbins fondateurs tempêtait contre ceux qui « *veulent un État démocratique, un État de droit et non un État de la Halakha* (l'ensemble des prescriptions de la religion juive), *donc un État régi par des lois idolâtres* ».

Dernier larron, la version ashkénaze (communautés d'Europe centrale) des bigots ultraorthodoxes, le parti Judaïsme unifié de la Torah. Il défend les privilèges des religieux et veille jalousement au respect des « *lois qui fondent l'identité juive* ». Il exècre lui aussi les institutions laïques.

### La constitution du gouvernement

Chargé de former un nouveau gouvernement à la suite du succès de son camp aux législatives, Netanyahu a épuisé les 28 jours alloués à cette tâche, plus la rallonge

accordée par la présidence, assurant à quelques minutes seulement de l'échéance que l'affaire était conclue : si l'accouchement a été si difficile, ce n'est pas en raison de ce qui séparerait les membres de la coalition, mais à cause des montages compliqués que réclame l'arrivée au gouvernement de voyous en costume condamnés ou en voie de l'être.

À commencer par Netanyahu lui-même dont les procès pour corruption, fraude et abus de confiance (dans trois affaires distinctes) commencés en 2020 menacent sa réinstallation au pouvoir. Il a oeuvré pour que ses alliés s'engagent à « réformer » le système judiciaire : rendre impossibles les poursuites de responsables politiques pour des délits de corruption, donner le dernier mot au parlement en cas de rejet de lois par la Haute Cour, nommer directement une majorité des juges y siégeant. La procureure générale d'Israël qui peut difficilement être accusée de gauchisme a déclaré que ce projet de loi menaçait de « faire du pays une démocratie qui en aura le nom mais pas l'essence ».

En poursuivant avec Deri (Shas) qui a été condamné en 1999 à trois ans de prison et emprisonné pour fraude fiscale, et vient d'être reconnu coupable une nouvelle fois de la même infraction, ce qui lui interdisait d'être ministre, jusqu'à ce que la majorité Likoud-Shas et consorts change les règles, le 27 décembre 2022. L'ardoise ainsi effacée, le corrompu a été nommé vice-premier ministre et deviendra ministre des Finances dans deux ans selon les termes des accords de coalition, sans doute pour utiliser à plein ses compétences reconnues.

Sans oublier Ben Gvir (Force juive), condamné en 2007 pour incitation à la haine raciale et soutien au terrorisme, qui est devenu avocat à force de passer du temps dans les tribunaux : injures homophobes, agressions d'ouvriers agricoles palestiniens, participation à la destruction de maisons palestiniennes, félicitations adressées au tueur de Rabin, etc. ; son admiration pour Goldstein, ce colon nazi qui en 1994 a massacré 29 Palestiniens et en a blessé 125, alors qu'ils priaient au tombeau des Patriarches à Hébron, son éviction de l'armée israélienne pour « extrémisme » (!!!), ses multiples sorties armé d'un pistolet qu'il braque sur les Arabes, ses déclarations de soutien à tous les assassins de Palestiniens (224 tués en 2022) lui ont donné les galons pour obtenir le... ministère de la Sécurité nationale. La majorité parlementaire a dessiné les contours de ce ministère nouvellement créé, faisant passer sous l'autorité du ministre une grande partie des forces de police (dont la police des frontières). L'accord Likoud-Force juive contenait « une révision des règles de tir à balles réelles pour la police et l'armée afin de les encourager à en faire usage lors de heurts avec des manifestants arabes israéliens » ; aujourd'hui le ministre des exactions est en place pour la faire appliquer.

C'est la même logique qui a installé Smotrich (Sionisme religieux), colon raciste déjà arrêté pour violences, à la tête des deux unités militaires qui gèrent l'occupation (le COGAT et l'administration civile). Chargées de délivrer les permis de construire, d'appliquer les lois d'urbanisme, de gérer les ressources naturelles, de fournir des permis d'entrée aux Palestiniens en Israël, elles régissent toute la vie civile dans la zone C occupée de Cisjordanie, et aussi la circulation des personnes et des biens entre Gaza, Israël et la Cisjordanie. La majorité Likoud-Sionisme religieux a voté le 27 décembre, pour accéder aux exigences de Smotrich, une loi sur mesure, rattachant au ministère des Finances l'administration des territoires occupés. Cet arrangement entre amis propulse ce suprémaciste juif en première ligne pour appliquer les objectifs du nouveau gouvernement énoncés la veille de son investiture :

*Le peuple juif a un droit exclusif et inaliénable sur toutes les parties de la Terre d'Israël. Le gouvernement encouragera et développera le peuplement dans toutes les parties de la terre d'Israël, en Galilée, dans le Néguev, dans le Golan, en Judée et en Samarie. (Likoud, Communiqué, 28 décembre 2022)*

## Le parlement vote l'investiture

Le 29 décembre, jour du vote des députés et de la prestation de serment, des centaines de personnes ont manifesté pour marquer leur opposition au gouvernement Netanyahu 6 et à ses prétentions ultra-réactionnaires. Les drapeaux LGBT flottaient en nombre, les militant(e)s dénonçant les déclarations de députés de la coalition majoritaire qui veulent « amender » une loi anti-discrimination pour autoriser les rétrogrades de tous poils à la violer « si cela contrevient à leurs croyances ». Également conspuée, l'annonce que le gouvernement ne signerait pas la convention d'Istanbul sur les violences faites aux femmes. Déjà en décembre, soucieuse de donner des gages à Netanyahu et ses alliés, l'exministre de l'Intérieur Ayelet Shaked avait refusé l'asile à une femme originaire de Sierra Leone menacée d'excision dans son pays natal.

*Une distinction doit être faite entre différents degrés de sévérité des procédures d'excision... il est impensable que l'État d'Israël accorde l'asile politique pour une persécution présumée, similaire ou proche par essence d'une coutume commune à ses propres citoyens. (franceinfo.fr, 3 décembre 2022)*

Ne pas dénoncer l'excision pour préserver la circoncision... comme si les conséquences de ces mutilations archaïques étaient de même gravité chez les femmes !

Avec courage, des organisations israéliennes s'opposant à la colonisation étaient, elles aussi, présentes à la manifestation du 29 décembre.

Ce même jour, Poutine, Al-Sissi ou Biden adressaient leurs félicitations à Netanyahu. Ces dernières s'accompagnaient d'un gros chèque.

*Le président américain Joe Biden a signé jeudi 29 décembre 2022 un projet de loi de dépenses courant jusqu'à la fin de l'année budgétaire fédérale en septembre 2023... Il comprend également 3,5 milliards de dollars d'aide à la sécurité pour Israël, le montant que l'ancien président Barack Obama a accepté en 2016 d'envoyer à Israël chaque année sur dix ans. Un montant supplémentaire de 500 millions de dollars a également été inclus dans le budget 2023 qui servira à réapprovisionner le système de défense antimissile Dôme de fer d'Israël. Le Congrès a accepté d'accorder les fonds supplémentaires après la guerre de Gaza de mai 2021. 72,5 millions de dollars supplémentaires ont été autorisés dans le dernier budget pour la coopération américano-israélienne contre les drones et anti-tunneling, en plus de 6 millions de dollars pour un nouveau programme de subventions de coopération américano-israélienne concernant la cybersécurité. Le budget comprenait 2 millions de dollars pour la coopération américano-israélienne en matière de sécurité intérieure, 3 millions de dollars pour la coopération dans le domaine des soins de santé, 6 millions de dollars pour la coopération dans le domaine de l'eau et de l'énergie, 2 millions de dollars pour la coopération agricole, 2 millions de dollars pour la coopération internationale au développement. (Jemonde.fr; 30 décembre 2022)*

## Les ultras ne perdent pas de temps

Depuis le 2 janvier, 9 Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne, 4 d'entre eux étaient mineurs, plus de vingt personnes ont été blessées et autant emprisonnées. Les soldats ont été envoyés à Kafr Dan, une ville à l'ouest de Jénine pour détruire des appartements, ont mené des raids dans les camps de Bethléem (camp de Dheishah), de Jérusalem (camp de réfugiés de Qalandiya), de Na-



MASAFAER YATTA TRANSFORMÉE EN ZONE DE TIR

plouse (camp de Balata). Près de cette ville, dans la commune de Douma, l'armée a démolie au bulldozer des infrastructures agricoles dont une étable appartenant à des associations de femmes palestiniennes.

Mardi 3 janvier, l'État colon a informé les Palestiniens de Masafer Yatta (Sud d'Hébron) de leur expulsion imminente. Depuis le 4 mai 2022, sur décision des tribunaux israéliens, les 1300 habitants de 8 hameaux, sur les 20 que compte ce secteur, vont être chassés, soumis à l'épuration ethnique, eux qui vivent là depuis plusieurs générations. Leurs terres ont été estampillées « zone de tir 918 » ... avant qu'elles ne retombent évidemment dans les pattes des colons. Smotrich se vante de secouer les diverses administrations occupantes pour qu'elles appliquent diligemment les injustices de la raison du plus fort.

Le même jour, Ben Gvir, survolé par un drone et entouré d'un service de sécurité bien armé, foulait l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, ce qu'il a déjà fait plusieurs fois par provocation, pour signifier que rien n'échappera aux appétits des colonisateurs.

Le 5 janvier, le ministre de la Sécurité nationale a visité la prison de haute-sécurité de Nafha récemment rénovée :

*Je suis venu à la prison de Nafha pour m'assurer que les assassins de Juifs ne bénéficient pas de meilleures conditions à la suite de la construction de nouvelles cellules, et j'ai été heureux de constater que le service pénitentiaire israélien n'a pas l'intention d'améliorer leurs conditions de détention. Je continuerai à m'occuper des conditions de détention des prisonniers de sécurité afin qu'ils ne bénéficient d'aucun avantage supplémentaire. Je continuerai à prêter attention à cette question, parallèlement à mes efforts pour faire adopter une loi mettant en oeuvre la peine de mort pour les terroristes. (The Times of Israel, 7 janvier 2022)*

Le 8 janvier, il a annulé les visites sans restriction aux prisonniers purgeant une peine pour « des actes terroristes et autres crimes contre la sécurité » que les députés pouvaient effectuer. Son objectif est d'empêcher tout témoignage relatant la situation des emprisonnés. En 2022, Israël maintenait enfermés 4 450 Palestiniens dont 190 enfants. 410, dont des journalistes, des militants et des responsables communautaires, ont été emprisonnés uniquement pour avoir utilisé les réseaux sociaux afin d'exprimer leur opinion sur les violations commises par l'armée et les colons. Plus de 730 prisonniers sont détenus sans procès.

*Ces « détenus administratifs » sont incarcérés sans qu'aucun chef d'accusation ne soit présenté à leur défense qui reçoit uniquement un bref aperçu de ce*



14 JANVIER, TEL AVIV / PHOTO AFP

*qui leur est reproché. Le mandat d'arrêt est signé par le commandant en chef de la zone militaire centrale. Il est présenté à un juge qui approuve la détention sans même la présence de l'intéressé. (RFI, 22 septembre 2022)*

Ordre a été donné à la police par son nouveau patron, le 9 janvier, de retirer les drapeaux palestiniens des lieux publics parce qu'ils « *constituent une identification avec le terrorisme* ».

*Le ministre des Finances Smotrich, a annoncé le 8 janvier, lors d'une conférence de presse, qu'il mettait en oeuvre la décision du gouvernement de transférer un montant de 159 millions de shekels (37,5 millions d'euros) des fonds de l'Autorité palestinienne vers les victimes du terrorisme. Cette décision s'inscrit dans le cadre des sanctions prises à l'encontre de l'Autorité palestinienne, à la suite de sa motion demandant à l'Assemblée générale des Nations unies d'exiger que la Cour internationale de justice de La Haye enquête sur l'« occupation » israélienne. (i24news, 9 janvier 2023)*

Et Smotrich s'y connaît en terrorisme : il a fait valoir que les agressions contre le peuple ou les biens palestiniens, bien que de nature criminelle, ne doivent pas être classées comme du terrorisme, qu'il a défini comme « *la seule violence perpétrée par un ennemi dans le cadre d'une guerre contre nous* ». Commentant un cas précis, l'incendie criminel de Douma perpétré par un colon juif ultra-orthodoxe en 2015, au cours duquel un couple a succombé à ses blessures et son bébé de 18 mois a été brûlé vif, Smotrich a déclaré que le fait de qualifier de tels actes de « terrorisme » cause « *une atteinte mortelle et injustifiée aux droits humains et civils* ».

## À bas le gouvernement Netanyahu-Gvir-Smotrich !

Samedi 14 janvier, des dizaines de milliers de personnes (80 000 selon la presse israélienne) sont descendues dans la rue à Tel Aviv, à Jérusalem (1 500), à Haïfa. À



14 JANVIER, TEL AVIV / PHOTO ILAN ROSENBERG

l'appel d'un collectif anticorruption « *Des drapeaux noirs pour la démocratie* », qui avait mené une campagne contre Netanyahu entre 2020 et 2021, les manifestants ont crié leur refus de la refonte du système judiciaire.

*Les pancartes brandies par les manifestants rendaient compte de la diversité des revendications : « Le temps est venu de faire tomber le dictateur », « Gouvernement de la honte », « Il n'y a pas de démocratie avec l'occupation », « Bibi ne veut pas de démocratie, nous n'avons pas besoin de fascistes à la Knesset », « L'Iran, c'est ici », « Tu aimeras l'autre comme toi-même » écrit en hébreu et en arabe. (La Presse, 15 janvier 2023)*

*« Liberté, égalité, intégrité », scandé la foule. Au milieu du rassemblement, et malgré l'interdiction, beaucoup de manifestants brandissent également des drapeaux palestiniens, et appellent à la fin de l'occupation. (RFI, 15 janvier)*

Cette réaction témoigne du fait que la société israélienne n'est pas un bloc monolithique, sans classes, sans contradictions, sans aspiration à en finir avec l'oppression coloniale et religieuse. S'il est certain que la résistance à Netanyahu est minoritaire et constituée de courants divers, elle contient des éléments progressistes qui doivent chercher l'unité avec les Palestiniens, contre le gouvernement des colons.

Une solution démocratique passe par le démantèlement de l'État sioniste, clérical et raciste, belliciste et instrument des vieilles puissances impérialistes au Proche-Orient. La seule force sociale capable d'établir une Palestine unifiée, démocratique, laïque où pourront vivre tous ceux qui le veulent à égalité de droits est la classe ouvrière arabe, juive, turque, kurde, perse... qui abolira les frontières héritées de la colonisation et instaurera la fédération socialiste du Proche-Orient.

15 janvier 2023

## Pérou : l'éviction du président Castillo

Pedro Castillo avait été élu dans le contexte de la grave crise de représentation politique de la bourgeoisie du pays et du discrédit social des partis et des institutions bourgeoises. Au cours des cinq dernières années, quatre présidents ont été contraints de quitter brusquement leurs fonctions [voir *Révolution communiste* n° 51].

Pedro Castillo est un ancien bureaucrate syndical qui a des racines politiques dans le nationalisme populiste. Il a partagé le même parti qu'Ollanta Humala. Pedro Castillo, comme Humala, n'a pu accéder à la présidence que parce qu'il a obtenu le soutien de la bureaucratie de la plus importante centrale syndicale du pays, la CGTP, dirigée principalement par le Parti communiste-Patrie rouge, d'origine maoïste. Peru Libre, le parti de Pedro Castillo, n'est pas un parti de nature social-démocrate, il n'a pas ses racines dans la classe ouvrière ou à la rigueur dans la paysannerie (comme Evo Morales). Son succès et sa capacité à semer des illusions dans le processus électoral ont dépendu directement du soutien de la direction de la CGTP, qui s'est pleinement engagée à tout faire pour stabiliser politiquement le pays. Le jour où il perdra ce soutien, il disparaîtra.

Le gouvernement Castillo, sans majorité parlementaire, a été brutalement harcelé par les partis bourgeois et les patrons. Ces individus ne peuvent pas accepter qu'un arriviste gère l'appareil d'État et que les masses pauvres croient que quelque chose peut changer. Et ils l'ont harcelé jusqu'à son renvoi.

Mais la politique du gouvernement Castillo n'a pas du tout été différente de celle des gouvernements précédents. Il a dirigé un pays que la Banque mondiale considère comme un modèle pour son ouverture aux capitaux étrangers (notamment chinois), sa bonne croissance économique au cours des 15 dernières années (jusqu'à la pandémie) et son bon contrôle budgétaire. Dans le monde, le capital financier est satisfait du Pérou. Que la pauvreté des masses laborieuses soit extrême et que 70 % des travailleurs soient dans le « secteur informel » semblent avoir peu d'importance pour leurs économistes.

Si, pendant la campagne électorale, Castillo promettait des nationalisations ou des réformes politiques, tout a disparu le jour même de la formation du gouvernement. La politique économique est restée la même, entre les mains des mêmes « techniciens » que tous les gouvernements précédents. Les entreprises du capital national et international étaient farouchement protégées. Même le salaire minimum n'a pas été augmenté. Et lorsque les mobilisations ouvrières et paysannes se sont développées avec force en avril de cette année, Castillo a réprimé, déclaré l'état d'urgence, militarisé des régions et assassiné autant de manifestants que sa vice-présidente et collègue de parti, Boluarte, le fait maintenant.

La crise actuelle est un nouveau chapitre de la crise politique de la domination bourgeoise au Pérou. D'une part, la bourgeoisie est incapable de mettre de l'ordre dans ses rangs et de former un quelconque gouvernement stable. Elle est encore moins capable de supporter qu'un autre parti (« de gauche ») gouverne, même s'il le fait loyalement à l'égard du capital et trompe les masses. De leur côté, les masses laborieuses des villes et des campagnes voient leurs conditions de vie précaires encore aggravées par la nouvelle inflation et le ralentissement de l'économie. Elles ont une longue tradition de luttes et les mobilisations échappent souvent au contrôle immédiat des appareils. Elles ont même pour tradition de constituer des « assemblées populaires » plus ou moins représentatives pour coordonner territorialement leurs luttes.

En fait, selon plusieurs sources, certaines de ces assemblées ont déjà été formées pour coordonner la réponse à la destitution du président par un parlement largement haï par les classes populaires. Mais, en l'absence d'un parti révolutionnaire, ces « assemblées populaires » finissent toujours par inclure toutes sortes de fractions de la bourgeoisie locale et perdre leurs racines dans les masses combattantes jusqu'à les épuiser et quasiment toujours les trahir.

Face aux mobilisations actuelles, une orientation vers l'auto-organisation en conseils d'ouvriers et de paysans, indépendants de la bourgeoisie, démocratiquement élus et coordonnés pour lutter pour leurs propres objectifs, est absolument nécessaire, afin de se porter candidat au pouvoir, de mettre fin à toute la misère et de détruire le pouvoir bourgeois et ses institutions.

Mais ce n'est pas l'orientation que nous voyons dans les partis qui se disent « révolutionnaires » au Pérou : pratiquement tous, de la Corriente Socialista de las Trabajadores [Courant ouvrier socialiste] de la FT-QI au Partido de los Trabajadores Uníos [Parti des travailleurs unis], section de l'UIT-QI, concentrent leur politique sur la revendication d'une « Assemblée constituante », la même recette qu'au Chili, en Bolivie, en Colombie... La même recette qui, à chaque fois, dévoie la force des mobilisations vers des illusions dans la réforme des institutions de la démocratie bourgeoise.

La lutte des classes est très vivante au Pérou et le résultat n'est pas écrit à l'avance. Comme toujours dans ces cas, nous devons essayer de trouver et de contacter toute organisation ou groupe ayant une orientation véritablement révolutionnaire, pour la renforcer et jeter les bases de la construction du parti de la révolution.

17 décembre 2022, IKC / État espagnol

# Iran : ni ayatollah, ni chah, gouvernement ouvrier et paysan !

## Le soulèvement contre le régime islamiste

Le 13 septembre, Masha Jina Amini, 22 ans, en visite à Téhéran avec sa famille, est morte à l'hôpital Kassra, quelques heures après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir laissé dépasser une mèche de cheveux de son hijab (voile).

Le meurtre de Jina a provoqué un soulèvement populaire qui menace le régime issu de la contre-révolution islamo-fasciste de 1979. Les protestations ont débuté dans le Rojhilat (Kurdistan de l'État iranien) où elle vivait et se sont étendues rapidement à 140 villes, dans tout le pays. Au total, plusieurs millions de personnes ont manifesté contre l'obligation faite aux femmes de se couvrir les membres et la tête. Les manifestants ont crié « *Femme, vie, liberté !* », un slogan du Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK) et « *Mort au dictateur !* », ce qui vise le Guide suprême, l'ayatollah (le titre des hauts dignitaires du clergé musulman chiite) Ali Khamenei, 85 ans.

Les jeunes travailleuses et les étudiantes sont à l'origine de la révolte. Malgré les risques, beaucoup ont ôté leur voile, se sont coupé les cheveux. C'est une revanche historique, après la première protestation face à la contre-révolution islamiste en mars 1979, celle des femmes travailleuses et étudiantes. C'est un coup porté à toute la réaction mondiale, qu'elle soit d'inspiration chrétienne, musulmane ou hindoue, qui discrimine juridiquement les femmes, leur impose un code vestimentaire, les empêche d'avorter, les soumet à la domination masculine et aux violences machistes...

Les manifestations sont particulièrement massives au Kurdistan (ouest de l'Iran) et au Baloutchistan (sud-est). Le 18 novembre, le musée consacré à l'ayatollah Khomeini, le fondateur du régime, a été incendié. Tous les jours, des mollahs (prêtres chiites) se font arracher leur turban dans la rue. Les ouvriers et les petits commerçants se joignent de plus en plus à la protestation. Toutes les universités sont touchées.

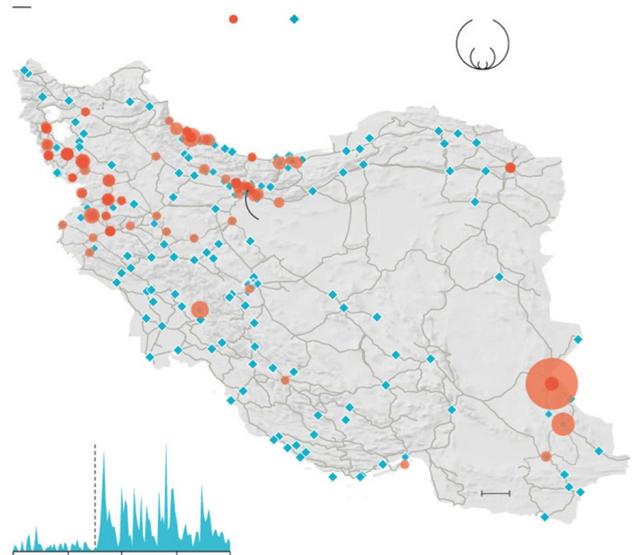
Comme souvent en cas de révolte populaire, le pouvoir en place et les médias ont mis en cause l'étranger. Le guide suprême, le président Ebrahim Raïssi, les chaînes de télévision et les journaux (qui sont tous islamistes) ont dénoncé un complot d'Israël et des puissances impérialistes occidentales.

*Ces émeutes et l'insécurité sont l'oeuvre des États-Unis, du régime sioniste usurpateur, leurs mercenaires et certains Iraniens traîtres qui les ont aidés à l'étranger... Dans ces événements, les organisations de la police, les bassidjis et le peuple ont subi des injustices plus que tout le monde.* (Ali Khamenei, 4 octobre 2022)

Les Pasdarans (gardiens de la révolution), les Bassidjis (volontaires), certains corps de l'armée (dont la 65<sup>e</sup> brigade aéroportée) et des miliciens islamistes venus du Liban (Hezbollah) ou d'Irak (Hashd Al-Sha'bi), qui se qualifient de « fouet de Dieu », ont matraqué, arrêté, tiré de la grenaille de plomb, mais aussi des balles. 18 000 manifestants, journalistes, blogueurs, chanteurs ont été arrêtés, certains torturés et contraints à des aveux publics.

*Les forces de sécurité iraniennes ciblent les femmes lors des manifestations contre le régime. Elles leur tirent au visage, à la poitrine et au bas-ventre... Alors que la fermeture d'Internet a camouflé une grande partie de la répression sanglante, les photos fournies par des médecins montrent des blessures terribles sur tout le corps, causées par de la grenaille de plomb que les forces de sécurité ont tirée, à bout portant, sur les personnes... Les tirs dans les yeux sont particulièrement fréquents.* (The Guardian, 8 décembre 2022)

Dans la nuit du 15 au 16 octobre, la prison Evin à Téhéran où sont détenus les prisonniers politiques a brûlé, causant 4 décès selon les autorités. Le 19 novembre, à Mahabad, au Kurdistan, les forces de répression sont entrées avec des chars et ont tiré à la mitrailleuse sur tout ce qui bougeait. À cette date, la répression étatique a causé au moins 510 morts et des milliers de blessés (Reuters). 18 000 personnes ont été arrêtées. Les minorités nationales ont payé un



SUR LA CARTE, EN ROUGE LE NOMBRE DE MORTS, EN BLEU LES LIEUX DE MANIFESTATION SANS MORT ; LE GRAPHIQUE EN BAS ET À GAUCHE INDIQUE LE NOMBRE DE MANIFESTATIONS EN AOÛT, SEPTEMBRE, OCTOBRE ET NOVEMBRE / SOURCE : THE ECONOMIST, 10 DÉCEMBRE 2022.

## Un capitalisme dépendant du système impérialiste mondial

L'économie iranienne est la 3<sup>e</sup> de la région, derrière la Turquie et l'Arabie saoudite. La reproduction élargie du capital reste rabougrie, l'inflation est récurrente, le chômage important, le négoce et l'immobilier sont préférés à l'industrie manufacturière par la bourgeoisie, l'agriculture souffre du dérèglement climatique et de l'incompétence de l'administration. Si l'économie iranienne demeure la deuxième du Proche-Orient, elle s'avère 2,4 fois plus petite que celle de la Turquie, qui lui était inférieure de 26 % en 1978.

Depuis 1979, les États-Unis, suivis parfois de l'Union européenne, sanctionnent économiquement l'Iran, de manière quasi-permanente, sous différents prétextes : occupation de l'ambassade, guerre avec l'Irak, attentats, marche à l'arme nucléaire. Même si l'effet est atténué grâce à la complicité de plusieurs États voisins ou d'autres puissances impérialistes (Oman, Tadjikistan, Syrie, Irak, Pakistan, Afghanistan, Émirats, Turquie, Russie, Chine...), la principale victime de cette pression économique est, comme toujours en pareil cas, la classe ouvrière. Par contre, le secteur parapublic (fondations, entreprises des gardiens) s'enrichit de la contrebande, du marché noir et du trafic de devises. Les inégalités de revenu et de patrimoine se sont accrues à partir de 2013. En outre, le régime des ayatollahs se sert des sanctions pour expliquer le sous-développement, attiser le nationalisme, justifier la répression. Bruler ostensiblement des drapeaux américains devant les caméras n'empêche pas la République islamique de coopérer en 2001 avec les États-Unis quand ils envahissent l'Afghanistan.

Pour compenser l'hostilité des États-Unis, l'Iran joue la carte des autres puissances impérialistes, surtout la Russie et la Chine devenues capitalistes depuis le début des années 1990, mais la concurrence entre les exportations de gaz et de pétrole limite les échanges avec la Russie. La République islamique et la RPC signent en mars 2021 un partenariat stratégique sur 25 ans. En 2023, l'Iran entrera dans l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) sous le patronage de Pékin. D'un côté, l'Iran représente le seul pays exportateur de pétrole échappant aux pressions américaines en cas de confrontation ouverte entre Pékin et Washington. De l'autre, les tensions irano-américaines représentent une opportunité pour la Chine, afin notamment d'acquérir des entreprises iraniennes à bas prix et afin d'exporter ses produits, des biens de consommation aux nouvelles technologies (5G, intelligence artificielle, etc.). Évidemment, la relation entre les deux États reste fondamentalement asymétrique. L'isolement diplomatique de l'Iran, combiné aux sanctions américaines et à une forte crise économique, contraint le pays à rechercher le parrainage d'une grande puissance. Côté chinois, l'Iran n'est qu'une option parmi d'autres.

Comme dans la plupart des pays capitalistes dominés, la corruption de l'appareil d'État n'est pas l'exception mais la règle. Depuis 1989, comme les autres gouvernements capitalistes américains, européens, africains et asiatiques, l'État des ayatollahs privatise, réduit les subventions aux produits de première nécessité, facilite la flexibilité de l'emploi. Par exemple, dans la branche du gaz et de l'électricité, il y aurait 90 000 travailleurs sous contrat à durée indéterminée alors que les travailleurs en contrat à durée déterminée ou temporaires seraient 160 000 (soit 64 % du total). Entre 40 et 50 % de la force de travail est occupée dans le secteur informel, comme travailleurs plus ou moins indépendants ou salariés sans aucun contrat. En outre, l'État bourgeois a réprimé systématiquement les grévistes et les militants des syndicats qui ont émergé.

Avec 130 000 morts, l'Iran est le pays du Proche-Orient le plus touché par la pandémie du covid. Si l'exportation de pétrole bénéficie de la guerre en Ukraine et de la hausse des prix de l'énergie, si la croissance économique est de 3 %, le chômage est officiellement de 9,4 % de la population active et les prix à la consommation ont augmenté officiellement de 40 % sur un an, sans doute bien plus. Les salaires et les pensions n'ont pas suivi. La majorité des 82 millions d'Iraniens vit sous le seuil de pauvreté défini par l'ONU, un quart de la population est mal logé.

La jeunesse est plus instruite que dans bien d'autres pays de la région mais peine à trouver un emploi, si bien qu'une partie notable des diplômés émigre, rejoignant une diaspora politique et économique de 2 à 3 millions de personnes. Des petits commerçants sont ruinés par les nouveaux centres commerciaux (400 créés de 2010 à 2015). Après avoir été autosuffisant sur le plan alimentaire jusque dans les années 1960, l'Iran est devenu un des plus grands importateurs mondiaux de produits agricoles (de 30 à 50 % de ses besoins). L'agriculture est de plus en plus capitaliste, avec de grandes fermes privées de 100 à 200 hectares qui deviennent des pôles locaux de production où sont embauchés les paysans-travailleurs des villages voisins en complément de leur petite exploitation familiale. D'autres tentent leur chance dans les villes à cause de la concentration des terres et des sécheresses répétées.

Le déficit public serait de 7 % du PIB, ce qui pose la question de l'ampleur des dépenses militaires et de l'aide accordée à d'autres gouvernements de la région, d'autant que l'Iran tire moins de gains économiques que la Russie de son aide militaire et financière à la Syrie (une exception est l'acquisition de la majorité des actions de Wafa Telecom par une société malaisienne aux mains des pasdarans d'Iran).

Aux difficultés pandémiques et économiques, il faut ajouter une crise de l'environnement. La pollution de l'air, causée entre autres par 3 millions de voitures (il y en a 1,2 million à Berlin et 1,4 à New-York), nuit à la santé des habitants de la capitale. La pénurie d'eau relève du dérèglement climatique mais est aggravée par la mauvaise gestion de la ressource naturelle, gaspillée par l'agriculture capitaliste. Par exemple, le lac salé d'Oroumieh a perdu la moitié de sa superficie.

lourd tribut : outre les Kurdes, il y a plus de 100 Baoulouches parmi les assassinés. Les tribunaux islamiques ont condamné à mort plusieurs manifestants pour « inimitié à l'égard de Dieu ». Le 8 décembre, le gouvernement Khamenei-Raïssi a fait pendre Mohsen Shekari (23 ans), le 12 décembre, Majidreza Rahnavard (23 ans aussi), le 7 janvier 2023, Mohammad Mahdi Karami (22 ans) et Seyed Mohammad Hosseini (39 ans).

Le 28 septembre, les 14 et 21 novembre, les pasdars ont bombardé en Irak les locaux du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et du Parti communiste d'Iran (CPI) dont le bras armé est désormais le Komala. Au même moment, l'État turc dirigé par Erdogan et reposant sur le bloc de l'AKP islamiste et du MHP chauvin déclenchait une offensive contre le Rojava, le territoire kurde de Syrie contrôlé par le Parti de l'union démocratique (PYD) et sa branche militaire YPG, liés au PKK.

Mais le mouvement populaire n'a pas cessé. 44 ans après son instauration, les masses se mobilisent pour renverser la République islamique d'Iran.

### Depuis 1979, un régime despotique, patriarcal et colonial

La contre-révolution menée de 1979 à 1983 par le clergé et ses milices islamo-fascistes ont préservé l'essentiel, l'armée du chah, et officialisé de nouveaux corps de répression, ont instauré la censure, ont réprimé le mouvement des femmes, ont interdit les organisations ouvrières et en ont exterminé les militants, ont écrasé la résistance kurde, ont liquidé les conseils ouvriers (shoras)...

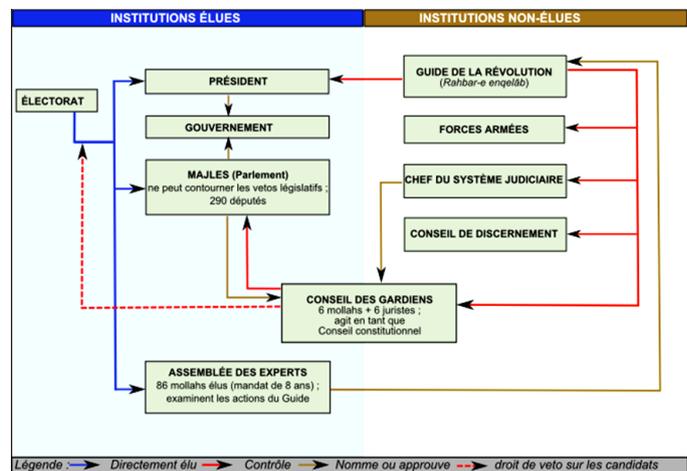
Depuis, le clergé chiite impose son monopole politique, son immixtion dans la vie privée, la charia (droit islamique). Depuis le référendum de décembre 1979, la constitution officialise la domination sur les institutions du guide désigné à vie par une « assemblée d'experts » composée de 86 religieux élus. Un « conseil des gardiens » choisis par le guide vérifie la conformité des lois à la religion islamique et trie les candidatures aux élections des « experts », aux élections législatives et à l'élection présidentielle. Le président élu au suffrage universel pour 4 ans est chargé de gouverner sous l'autorité du guide. Le Majlis (assemblée islamique) composé de 285 députés élus (parmi des candidats tous islamistes) vote le budget et les autres lois sous le contrôle du conseil des gardiens. L'État sépare les hommes et les femmes dans l'espace public, fixe des tenues vestimentaires, condamne l'homosexualité (du fouet à la peine de mort). Le code civil accorde moins de droits aux femmes qu'aux hommes, il permet aux pères de marier leurs filles à 13 ans. En 2021, le gouvernement

de Raïssi a mis fin à la distribution de contraceptifs gratuits et a restreint de droit à l'avortement. Le code pénal comprend des peines de flagellation, d'aveuglement, d'amputation... Même des mineurs sont exécutés. La torture est la règle durant les interrogatoires.

Pour faire face à la conscription massive des hommes lors de la guerre contre l'Irak, les femmes furent réinsérées dans l'activité salariée. Pour assurer l'accumulation du capital, la bourgeoisie a maintenu l'enseignement du plus grand nombre. Sur la lancée de l'effort amorcé sous la monarchie, l'enseignement supérieur s'est développé, y compris pour les jeunes femmes. L'État finance aussi un clergé parasitaire qui encadre la population et un appareil d'État pléthorique offrant des emplois de fonctionnaires civils ou de corps paramilitaires et militaires à une partie des déclassés urbains et des paysans ruinés. L'appareil répressif (pasdars, armée, police, police des mœurs, bassidjis, juges, gardiens de prison...) et l'appareil idéologique (clergé, télévision...) de l'État absorbent une large partie de la survalueur sociale, ce qui entrave l'accumulation du capital.

Les institutions religieuses étaient du temps du chah déjà des grands propriétaires terriens, au nom de la charité qui tient lieu de sécurité sociale. De nouveaux acteurs capitalistes sont apparus, en particulier les fondations religieuses subventionnées par l'État et échappant à tout impôt (Fondation des déshérités, Fondation des martyrs, etc.). Les institutions islamistes (fondations religieuses, sociétés écrans des pasdars...) sont devenues de véritables groupes capitalistes qui produisent et vendent des armements, de l'énergie, des télécommunications, des produits chimiques et pharmaceutiques, des aliments. Selon les données officielles, les entreprises des pasdars contrôlent un tiers de l'économie iranienne (bâtiment, télécommunications, mines...). Par contre, la tentative de supplanter les banques capitalistes par des « caisses islamiques de crédit » gérées par

WIKIPEDIA, 15 JANVIER



le bazar et pratiquant des taux d'intérêt de 10 à 20 % a échoué.

Grâce à la rente pétrolière qu'il se procure sur le marché mondial, l'État subventionne l'énergie domestique (carburant, chauffage) et des produits alimentaires de base. Mais, même dans les phases de prix du baril élevé, cette manne ne peut satisfaire une population bien plus importante qu'en Arabie saoudite.

Depuis 1979, la république islamique assume une totale continuité avec la monarchie perse dans son attitude envers les minorités de type iranien (Kurdes, Baloutches...), turc (Azéris, Turkmènes...), arabe, etc. qui, au total, représentent presque la moitié de la population.

En 1984, Khomeini relance le programme nucléaire du chah. Cela déchaîne l'ire du gouvernement américain qui n'est pas gêné de sa détention par Israël, l'Inde et le Pakistan en dépit des règles internationales, sans parler de l'arsenal des puissances impérialistes (États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne). L'État bourgeois perse se pose en puissance régionale jouant un rôle en Irak, au Liban, à Gaza, en Syrie, au Yémen, au Soudan...

## Pour que la classe ouvrière prenne la tête du mouvement

Les minorités nationales haïssent le joug de l'État perse. Une partie significative de la classe ouvrière est kurde, azérie, arabe.

La jeunesse aspire à la liberté : en 1999, des émeutes étudiantes sont violemment réprimées par les bassidjis dans plusieurs villes.

En 2009, la proclamation des résultats de l'élection présidentielle conduit à une mobilisation des classes petites-bourgeoises des villes pour appuyer une aile de l'islamisme qui ne met pas en cause le régime, mais en fait partie et en vit. 150 manifestants sont tués. Les multiples viols des bassidjis sont dénoncés. Mais cette protestation en prépare d'autres, nettement plus plébéiennes.

En 2017-2018, la fraction la plus autoritaire déclenche des manifestations contre l'aile dite libérale, mais se fait déborder par des travailleurs qui s'en prennent au régime tout entier. Le pouvoir accuse les États-Unis. La répression cause environ 20 morts.

En 2019, des hausses de prix entraînent des manifestations de grande ampleur, écrasées au prix de plusieurs centaines de morts, particulièrement au Kurdistan. Comme de coutume dans les régimes totalitaires, les manifestants arrêtés sont torturés pour leur extorquer des aveux publics. En 2021, des ouvriers et des paysans manifestent dans la province du Khouzistan, au moins 8 sont tués.

Depuis le début du siècle, des grèves ont lieu. Même des syndicats indépendants du régime apparaissent dans les transports publics et les raffineries, malgré la répression féroce.

Depuis plusieurs mois, la spontanéité des masses iraniennes est formidable et attire l'admiration des exploités et des opprimés du monde entier. Malgré tout, le régime assassin est toujours en place. La bourgeoisie iranienne n'a rien perdu d'essentiel et les ayatollahs ne sont pas renversés. Ils tiennent toujours l'État bourgeois, ses finances, son armement, ses tribunaux, la centralisation des informations, des moyens de communication, des forces d'espionnage et de répression face à des travailleurs et des étudiants qui restent sans stratégie, sans programme, sans direction. C'est pourquoi il faut des mots d'ordre au-delà des slogans de la première vague. C'est pourquoi il faut identifier la classe capable de renverser l'ordre ancien et d'en créer un nouveau. C'est pourquoi il faut des organismes d'autodéfense et d'auto-organisation. C'est pourquoi il faut une stratégie de révolution permanente. C'est pourquoi il faut un parti.

Sinon, le terrain sera occupé par des « réformateurs » du régime, par des monarchistes, par des bourgeois « démocratiques », des djihadistes baloutches qui veulent imiter les Talibans, des nationalistes bourgeois kurdes qui veulent imiter le clan Barzani d'Irak, des faux communistes qui veulent aménager le régime islamiste, des faux communistes qui donnent la parole aux monarchistes dans les manifestations des exilés ou qui font appel aux États impérialistes qui sont les pires ennemis non seulement de leur prolétariat mais de ceux du monde entier...

La priorité est de répondre de manière positive aux slogans lancés par les masses : « Femme, vie, liberté ! » et « Mort au dictateur ! ».

- Comment empêcher le formidable appareil de répression de tuer, d'arracher la vie à la jeunesse, aux femmes et aux minorités nationales opprimées ?
- Comment arracher l'égalité pour les femmes ?
- Comment obtenir la liberté ?
- Par quoi remplacer le dictateur ?

## Pour l'hégémonie du prolétariat

Afin de vaincre la répression d'un État qui n'est pas dissolu, afin de déjouer les tentatives de rafistoler le régime de la part de sa fraction pro-occidentale, afin de porter le coup de grâce au régime islamiste, afin d'éviter le rétablissement de la monarchie, afin de déjouer les manoeuvres de l'opposition « démocratique » pour sauver le capitalisme iranien, il faut que le prolétariat fasse irruption en tant que classe dans la lutte. Il ne peut le faire que par un parti regroupant l'avant-garde et la reliant à ses frères et soeurs du monde entier, dans la tra-

dition de la Ligue des communistes, de l'Association internationale des travailleurs, de l'Internationale ouvrière, de l'Internationale communiste, de la 4<sup>e</sup> Internationale.

Sans tarder, toutes les organisations ouvrières doivent constituer un front unique afin d'organiser la grève générale, pour se défendre en armant les travailleuses et les travailleurs, pour créer des shoras dans les entreprises, les administrations, les universités, les quartiers, les campagnes, les centraliser.

Une manière décisive pour donner confiance à la classe ouvrière et ouvrir une perspective politique révolutionnaire à la société est la grève générale. Les forces révolutionnaires iraniennes ne doivent pas agir avec une perspective économiste ou pour obtenir des concessions du régime mais avec la perspective de faire arriver la classe ouvrière au pouvoir. La destruction de l'État bourgeois islamiste, la dispersion de ses forces de répression, la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur les conseils ouvriers doivent être l'objectif central de la révolution.

Une grève générale montre la force des travailleurs, issue de leur position dans la production. Au-delà des revendications immédiates, la grève de masse avec occupation remet en cause la sacrosainte propriété capitaliste, l'appropriation par une minorité de la société des moyens de production créés par les producteurs qui en fait du capital et transforme les producteurs eux-mêmes en exploités. La grève générale ne peut pas durer longtemps mais elle pose pratiquement la question de savoir quelle classe doit diriger la société.

De l'aspiration à la liberté, de l'autodéfense, de la grève générale et du contrôle ouvrier, renaîtront inévitablement les shoras. Les comités de grève, les conseils ouvriers ne doivent pas se limiter aux lieux de travail et doivent s'étendre aux lieux de formation, aux lieux de vie pour souder tous les travailleurs entre eux, les souder aux futurs et aux anciens travailleurs, aux chômeurs. Ils doivent instaurer une démocratie directe. Chaque parti, chaque courant pourra présenter son analyse et faire ses propositions. Les shoras trancheront.



## Pour une république fédérale, ouvrière et paysanne

Les communistes sont, sans restriction, pour les libertés démocratiques. Leur conquête s'est esquissée en Iran en 1905-1906 et de nouveau en 1979. Sachant que jamais, même en 1906, il n'y a eu d'assemblée élue au suffrage universel, les communistes sont partisans d'élections libres pour une assemblée nationale ou constituante, une fois supprimés le monopole politique des ayatollahs, les institutions de la république islamique, la censure...

Mais les communistes ne cachent pas que leur but est bien plus qu'un régime faussement démocratique où les groupes capitalistes gouvernent dans l'ombre des chambres parlementaires et où des appareils de menteurs professionnels les servent en se remplissant les poches au passage. Ils sont partisans d'une démocratie bien supérieure, du type de la Commune de Paris de 1871 ou des soviets de la Russie de 1917, qui est la forme adéquate de la dictature du prolétariat.

La généralisation et la centralisation des conseils exigent l'armement des masses, préparent leur prise du pouvoir et l'expropriation des groupes capitalistes nationaux et étrangers. Toute la richesse de la société vient de la nature à partir du travail collectif des producteurs, les travailleurs doivent prendre le contrôle de la richesse sociale tout en ménageant la nature.

Face aux pasdarans, aux bassidjis, aux policiers et aux militaires professionnels, l'autodéfense des manifestants, la création des milices ouvrières, leur armement sont des tâches urgentes. La classe ouvrière produit des armes, les transporte ; elle gère les comptes bancaires, la paye des policiers et des militaires. Elle doit désarmer les mercenaires de la bourgeoisie. Au sein de l'armée, il faut mener un travail systématique d'agitation et de propagande pour gagner les conscrits à la révolution, pour qu'ils retournent leurs armes contre les généraux et les dirigeants politiques qui sont les bourreaux des femmes, des travailleurs et des minorités nationales.

L'activité des milices ouvrières commercera par l'autodéfense. Mais elle devra passer, comme en 1979, à l'offensive : prendre d'assaut les postes de police où sont détenus et torturés les militants afin de les libérer, les casernes pour s'armer, le ministère du renseignement pour le paralyser, les sièges du pouvoir islamiste pour les disperser et les détruire, les tribunaux islamiques pour punir les bourreaux.

- Solidarité internationaliste des organisations ouvrières et féminines de tous les pays avec la lutte des masses iraniennes !

- Grève générale ! Autodéfense des manifestations ! Création de shoras sur les lieux de travail, de vie et d'étude, dans les casernes !
- Liberté des femmes de porter ou non le voile et de s'habiller comme elles veulent ! Pour l'égalité des hommes et des femmes !
- À bas la dictature islamiste ! Abolition du guide suprême, de l'assemblée des experts, du conseil de discernement ! Assemblée constituante !
- Dissolution des corps de répression ! Libertés démocratiques pour les conscrits ! Élection des officiers !



- Pour la liberté des relations entre jeunes ! Pour le respect des homosexuels et lesbiennes !
- Pour le respect des minorités religieuses et des athées ! Pour la laïcité ! Séparation de l'État et du clergé chiite ! Aucune subvention de l'État à une quelconque religion !
- Pour la libération des prisonniers politiques ! Pour toutes les libertés démocratiques (liberté d'expression liberté d'organisation, droit de grève, droit de manifester...) ! Pour des élections libres !
- Droit à l'autodétermination des minorités nationales ! Droit pour les Kurdes d'Iran, de Syrie, d'Irak, de Turquie de constituer, s'ils le désirent, leur propre État !
- Blocage des loyers, indexation immédiate des salaires sur le coût de la vie !
- Expropriation des terres des grandes fermes capitalistes et des fondations religieuses ! Gestion collective de l'eau ! Coopératives basées sur le volontariat !
- Contrôle ouvrier sur la production, la distribution ! Expropriation des grandes entreprises et des fondations ! Une seule banque publique !
- Protection sociale ! Gratuité de l'enseignement et de la santé !
- Levée de toutes les sanctions américaines et fin des assassinats sionistes !
- Fermeture de toutes les bases militaires (française, chinoise, russe, britanniques, américaines) au Proche-Orient et en Méditerranée, départ de la flotte américaine du golfe Arabo-persique, de l'océan Indien et de la mer Méditerranée !
- Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste du Proche-Orient !

13 janvier 2023

# Rosa Luxemburg (1871-1919)

*Il arrive aux aigles de descendre plus bas que les poules, mais jamais les poules ne pourront s'élever aussi haut que les aigles. Rosa Luxemburg était un aigle.* (Lénine, « Note d'un journaliste », février 1922, *Œuvres* t. 53, p. 212)

Rosa Luxemburg est née en le 5 mars 1871 en Pologne, alors territoire de l'empire russe, à Zamość (près de la frontière de l'actuelle Ukraine), dans une famille juive relativement aisée. Liée dès le lycée à l'organisation révolutionnaire clandestine Proletariat, elle se rend en Suisse en 1889, à la fois en raison du climat politique et du régime répressif du tsar et parce que c'est un des rares pays permettant aux femmes d'accéder à l'université.

En 1893, elle participe avec Jogiches, Marchlewski et Warshawski à la fondation de la Social-démocratie de Pologne (SDKP, à l'époque, les communistes s'appelaient sociaux-démocrates, sur le modèle du SPD allemand) qui s'affilie à l'Internationale ouvrière (IO).

Après l'obtention en 1897 d'un doctorat portant sur le développement industriel de la Pologne et, défendant une lutte commune entre le mouvement ouvrier polonais et le mouvement ouvrier russe, elle part pour Berlin à l'été 1898 militer au plus grand parti ouvrier de l'époque, le SPD, tout en restant dirigeante de la SDKP.

Malgré un handicap physique, grâce à ses qualités d'oratrice, d'écrivaine et de théoricienne, elle développe une activité d'agitation politique dans le SPD, à l'occasion des élections, de la rédaction d'un journal, de la polémique contre la « révision du marxisme » opérée à partir de 1897 par Bernstein, qu'elle qualifiait de révisionniste, de renégat et d'adversaire du socialisme. Cela lui a permis d'affûter ses armes théoriques et a donné lieu à la publication de *Réforme et révolution*, sous forme de cinq articles publiés en 1898-1899. Elle jugeait que la révolution socialiste n'était pas à l'ordre du jour en 1905 en Russie, en raison à la fois de l'isolement du pays et des conditions matérielles insuffisamment développées, avant de soutenir la révolution de 1917. Elle fut assassinée le 15 janvier 1919 par l'armée allemande sur ordre de la direction du SPD alors au gouvernement « des conseils » avec l'USPD, peu avant son ancien compagnon Leo Jogiches.

Rosa Luxemburg était à la fois une révolutionnaire et une théoricienne, une militante communiste et une internationaliste, une économiste et une anti-impérialiste. Elle est parfois présentée par des sociaux-démocrates, des anarchistes et des gauchistes comme une alternative à Lénine. Or, s'il est vrai que les contro-

verses entre eux étaient nombreuses (sur la question nationale, sur le rôle du parti), la distance qui les sépare a toujours été infiniment plus courte que celle entre les révolutionnaires et les réformistes, notamment ceux de l'Internationale ouvrière qui a failli tels que Kautsky ou Plekhanov, ou les révisionnistes tels que Bernstein, contre qui elle a participé à la défense du programme communiste.

## Une théoricienne marxiste

Rosa Luxemburg joua un rôle majeur dans la formation économique du mouvement ouvrier allemand, elle fut formatrice dans l'école du parti (SPD) créée en 1906 où, sur proposition de Bebel, elle remplaça Hilferding, interdit de séjour. Elle enseigna l'histoire économique et l'économie nationale quatre heures par semaine, ce qui donna lieu à trois ouvrages publiés de son vivant (*L'Accumulation du capital*, *Anticritique*, *Introduction à l'économie politique*) et à un recueil posthume (*À l'école du socia-*



ROSA LUXEMBURG, ZÜRICH, 1893

*lisme*).

Elle contribua ainsi au débat économique, avec notamment la reprise des schémas de reproduction du *Capital*, les notions de sous-consommation (plutôt que de surproduction) et de suraccumulation. Sa contribution majeure fut d'établir que la clé de la théorie de Marx est le dévoilement du caractère éphémère du capitalisme, en insistant sur la différence entre Marx et Ricardo. Elle juge néanmoins que *Le Capital* est resté inachevé, qu'aucun progrès n'a été réalisé depuis la mort d'Engels et que le matérialisme historique est resté insuffisamment élaboré. Elle parle malheureusement bien peu de dialectique, elle reste peu explicative sur sa méthode, semble accorder peu d'importance au fétichisme de la marchandise ou à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit comme tous les marxistes de son époque (en 1929, Henryk Grossmann, un militant du Parti communiste polonais, sortit cette théorie de l'oubli).

## Une dirigeante révolutionnaire

Rosa Luxemburg était convaincue que le pouvoir ouvrier était la clé de l'émancipation de l'humanité, toutefois elle était inquiète sur la capacité de se maintenir au pouvoir en constituant une minorité de la population. La majorité paysanne rendait plus probable une monarchie constitutionnelle en alliance avec les propriétaires fonciers, ce qui était loin de satisfaire Luxemburg, tant elle était convaincue que toute question politique et sociale doit être interrogée au regard des intérêts de la classe ouvrière.

Ses premiers textes politiques furent rédigés en 1893. Elle fut la principale dirigeante de la SDKP, une scission du PPS (Parti socialiste polonais, affilié à l'IO) empreint de nationalisme. Même si le PPS était plus large car la force d'un parti ne tient pas à la quantité de ses militants mais à leur qualité, leur compatibilité, leur cohérence. À 23 ans, elle intervint au 3<sup>e</sup> congrès socialiste international (à Zurich), en présence d'Engels, pour s'opposer au mot d'ordre d'indépendance de la Pologne. En 1896, la SDKP fut admise dans l'IO au congrès de Londres, aux côtés du PPS. Luxemburg ne cessa jamais de participer à la direction de la SDKP. Comme représentante de la SDKP, Luxemburg fut active de 1904 à 1914 au sein du Bureau socialiste international (l'organe de coordination de l'IO).

Rosa Luxemburg contribua à la création du Parti communiste allemand (KPD) à la suite de la révolution qui a provoqué en novembre 1918 le renversement de Guillaume II, la fin de la participation de l'impérialisme allemand à la guerre mondiale, le renversement des officiers par les soldats, l'occupation des entreprises par les ouvriers, la mise en place de conseils de soldats et d'ouvriers. 127 délégués communistes entrèrent à la chambre des députés le 30 décembre 1918 ou le 1<sup>er</sup> janvier 1919.

Le KPD résulta de la fusion de deux courants ayant quitté le SPD, qui avait voté les crédits de guerre : la ligue Spartakus (avec Liebknecht, Luxemburg, Mehring, Zetkin...) partisane d'une « realpolitik » révolutionnaire, un terme que Luxemburg associe à Marx et qui vise à associer les luttes immédiates à la perspective du dépassement révolutionnaire de ces luttes, et l'IKD (avec Radek, Knief, Frölich...) à penchant gauchiste. Luxemburg rédigea le programme. Les courants s'opposaient notamment sur les élections parlementaires et sur le rapport aux syndicats. Les spartakistes étaient favorables à une participation aux élections et à une action dans les syndicats, alors que l'IKD s'opposait à la participation aux élections par crainte du réformisme et souhaitait créer des organisations ouvrières « rouges » aux côtés des syndicats. Rosa Luxemburg n'a jamais versé dans le gauchisme mais se trouva en minorité dans le KPD, y compris contre Liebknecht, quand le parti déclencha une insurrection prématurée, sans avoir conquis une majorité dans les conseils d'ouvriers et de soldats. La fin de la vague révolutionnaire fut également celle de la ligne révolutionnaire du KPD, rapidement stalinisé.

Surprise comme beaucoup par l'irruption de la révolution en Russie en 1905, tant ce pays est arriéré et répressif, elle s'interrogea sur la voie à tracer, qui n'est pas celle des réformes ni celle des actions putschistes à l'écart des masses. Elle n'était pas convaincue que la Russie puisse accomplir la transition vers socialisme faute de l'existence des conditions préalables (le prolétariat était minoritaire, la Russie étant composée à

85 % de paysans sensibles à la propriété privée de la terre) et elle était partisane d'un renversement préalable du tsar par la classe ouvrière, en vue du développement d'une république démocratique à même de développer les conditions bourgeoises préalables au socialisme, à savoir une longue période d'industrialisation capitaliste. Elle avait beau critiquer le déterminisme des mencheviks, elle se situait plutôt dans une position intermédiaire entre mencheviks et bolcheviks.

Sa position a toutefois évolué avec la dynamique révolutionnaire. En 1904, dans *Questions d'organisation de la social-démocratie russe*, elle qualifiait de blanquiste la position que défendait Lénine dans *Un pas en avant, deux pas en arrière* en faveur d'un parti d'avant-garde, au sens où elle le jugeait détaché des masses. Pourtant en 1906, dans un texte sur la scission de la social-démocratie russe (« Blanquisme et social-démocratie »), elle était aux côtés des bolcheviks lorsque Plekhanov les qualifiait de blanquistes.

Reste que des divergences persistaient avec le Parti bolchevik, puisqu'elle n'était pas favorable à une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, en raison du caractère dispersé de celle-ci. Elle s'opposait également à la théorie de la révolution permanente de Trotsky, au sens où elle jugeait les obstacles objectifs trop importants pour être surmontés par des forces subjectives, en l'espèce un parti d'avant-garde centralisé et discipliné. Elle insistait sur l'absolue nécessité d'un soutien majoritaire des masses exploitées, d'autant qu'elle jugeait la classe ouvrière spontanément démocratique et socialiste.

Après la révolution d'octobre 1917, elle critiqua également le Parti bolchevik pour transformer la dictature du prolétariat en une dictature sur les masses dans son ouvrage écrit en prison en 1918, *La Révolution russe*, publié après sa mort. Cette position sera ensuite utilisée par les adversaires de la révolution russe pour faire du stalinisme le fils légitime du bolchévisme. Elle critiqua aussi Lénine et Trotsky pour avoir autorisé les minorités nationales à se séparer, avoir donné la terre aux paysans, avoir dissous l'Assemblée constituante et avoir signé la paix avec l'empire allemand. Mais, au feu de la révolution allemande de 1918-1919, Luxemburg comprit qu'une assemblée constituante pouvait servir à la contrerévolution.

## Une internationaliste

Elle s'opposait fermement aux persécutions du tsarisme envers la langue polonaise. Elle était juive mais se préoccupait peu des spécificités de la population juive, elle était critique à l'égard du séparatisme du Bund, plus encore à l'égard du sionisme.

Son internationalisme était intransigeant. Contre Bernstein qui défendait l'égalité des droits des impérialismes (France, Angleterre, Allemagne, Espagne)

sur le Maroc, elle était en faveur du droit à l'indépendance. Dans « La question polonaise et le mouvement socialiste » (1905) elle distinguait le droit légitime à l'indépendance et la désirabilité de l'indépendance ; dans ses notes sur la révolution russe « La tragédie russe » (1918), elle qualifiait le droit des nations à l'autodétermination de phraséologie creuse et petite-bourgeoise. Elle rejetait par exemple le soutien du POSDR au droit de la Pologne (qui était alors partagée entre Russie, Autriche et Allemagne) à créer son propre État au sens où il s'agit d'exigences de l'aristocratie ou de certaines couches de la petite-bourgeoisie.

Reste qu'après la déflagration du 4 août 1914 elle appela à la constitution d'une nouvelle internationale ouvrière, contre Kautsky pour qui l'Internationale ne vaut pas pour des temps de guerre. Elle réunit Mehring, Marchlewski, Meyer, Hermann, Dunker, Pieck, puis Zetkin et Liebknecht à Berlin le soir du 4 août, ce qui donna lieu à la publication de *Die Internationale*, qui sans ambiguïté évoque un effondrement historique.

Convaincue que seul le socialisme international peut préserver la paix, elle était favorable à une internationale centralisée, et fut pour cette raison critiquée par Liebknecht, dans des termes ironiquement similaires à ceux qu'elle adressait à Lénine dix ans plus tôt (trop de centralisme et de discipline, pas assez de spontanéité).

Elle était farouchement opposée à la guerre des bourgeois, qu'elle concevait comme un trait de l'incapacité pour le capitalisme de fonctionner sans parasiter (et donc détruire) les autres modes de production. Pour elle les guerres servent à transformer les pays non capitalistes produisant leur propre subsistance afin qu'ils puissent constituer des débouchés et donc des profits pour les capitalistes. L'annexion des terres (colonisation) permet ainsi de détruire les formes collectivistes traditionnelles (communisme primitif, économie de subsistance, les peuples indigènes constituant un obstacle à la pénétration du capitalisme) en faveur de la propriété privée et de l'économie de marché afin d'extraire la plus-value. Aussi elle s'opposait au colonialisme dans les Antilles, à Madagascar, en Afrique du sud, à la guerre de l'opium en Chine...

Rosa Luxemburg, qui parlait yidiche, polonais, russe, allemand et français, a toujours combattu l'opportunisme du belge Vandervelde [voir *Cahier révolution communiste* n° 24] et du français Jaurès à cause de ses concessions à la 3<sup>e</sup> république et à l'état-major lors de l'affaire Dreyfus de 1894 à 1906, de son soutien à la participation du « socialiste » Millerand à un gouvernement bourgeois de 1899 à 1902, de son patriotisme sur la question de l'armée en 1911 [voir le recueil *Le Socialisme en France*, Agone & Smolny].

Elle était fidèle aux résolutions de l'IO contre la guerre impérialiste : « *Si on nous demande de prendre les*

*armes contre nos frères français ou contre nos frères d'autres pays, nous déclarerons : Non et non nous ne ferons pas cela* » (novembre 1913). Accusée par le procureur public d'appel à la désobéissance, elle fut condamnée à un an de prison à la suite d'un procès (février 1914) au cours duquel elle dénonça le militarisme et défendit la nécessité d'appeler à la grève générale.

C'est en prison, en 1915, qu'elle rédigea la *Brochure de Junius*, dans laquelle elle conçoit la guerre mondiale comme un prolongement de la violence coloniale. C'est dans ce texte que sa position évolue en faveur du socialisme et de l'inévitable effondrement du capitalisme, l'alternative étant « socialisme ou barbarie ». D'où son enthousiasme pour la révolution russe de 1917.

*Tout ce qu'un parti peut apporter, en un moment historique, en fait de courage, d'énergie, de compréhension révolutionnaire et de conséquence, les Lénine, Trotsky et leurs camarades l'ont réalisé pleinement. L'honneur et la capacité d'action révolutionnaire, qui ont fait à tel point défaut à la social-démocratie, c'est chez eux qu'on les a trouvés. En ce sens, leur insurrection d'Octobre n'a pas sauvé seulement la révolution russe, mais aussi l'honneur du socialisme international. (La Révolution russe, 1918)*

20 novembre 2022

## RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste  
section française du Collectif révolution permanente  
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valy

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)  
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP  
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP  
AGECA service BP  
177 rue de Charonne  
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : [revolucionpermanente.com](http://revolucionpermanente.com)

Site du GKK/Autriche : [klassenkampf.net](http://klassenkampf.net)

Site du GMI/France : [groupemarxiste.info](http://groupemarxiste.info)

Site de PD/Turquie : [patronsuzduunya.com](http://patronsuzduunya.com)

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

## Lettre de lectrice

# La biodiversité et la conférence internationale de Montréal

Depuis plus de 4 ans, la quinzième conférence mondiale de l'ONU sur la biodiversité (COP15) vise à faire adopter des mesures mondiales de protection de la biodiversité. Réunie à Montréal (Canada), elle s'est achevée le 19 décembre par la signature d'un accord.

Parmi les 150 388 espèces évaluées par l'Union internationale de conservation de la nature (UICN), 28 % sont en danger d'extinction, soit 42 108. Ces chiffres ne prennent pas en compte les nombreuses espèces vivantes de la Terre qui ne sont encore inconnues et n'évaluent qu'une toute petite part de celles identifiées actuellement, soit plus de 2 millions.

[...] La disparition accélérée de formes de vie est associée à l'impact climatique d'origine humaine, avec l'augmentation de la température moyenne sur la planète. La crise climatique, la crise biologique et la pandémie de covid sont bien évidemment intimement liées, les espèces animales, fongiques et végétales sont massivement bouleversées par le réchauffement climatique. De nombreux experts scientifiques insistent sur la nécessité de la gestion commune de ces enjeux mondiaux majeurs. La destruction des écosystèmes met également en péril le climat : les océans, les forêts et les sols absorbent environ la moitié des émissions de gaz à effet de serre actuellement.

La COP15 fixe 23 objectifs à l'horizon 2030, qui mélangent des enjeux de conservation, d'utilisation durable des ressources et de partage des bénéfices.

Une des mesures majeures vise à protéger 30 % de la planète (terre et mer, contre actuellement respectivement 17 et 8 %) et ne pas altérer les 3 % de territoires dits « intacts » de la planète. Mais la définition de cette protection est élastique. Par exemple, selon le rapport de l'association Bloom publié le 7 octobre 2021, 47 % du temps de pêche des navires industriels français ont eu lieu dans les zones marines protégées, et ce tout à fait légalement ! De plus, pour faire du chiffre, des gouvernements ont parfois mis sous protection des zones sans intérêt pour la biodiversité ou créé des zones sans aucun moyen de protection effective, appelées des « *parcs de papier* ». Selon un spécialiste des aires protégées, Mike Appleton, « *il y a plus de personnes employées dans les terrains de golf et les country clubs des États-Unis que de gardes publics dans le monde* ».

Les gouvernements de plusieurs États contestent ces mesures, avant même de discuter des moyens techniques et financiers à mettre en oeuvre pour atteindre ces objectifs. La réduction de l'usage des pesticides est elle aussi contestée, ainsi que la majorité des autres mesures discu-

tées dans ce projet. Il semble donc que la COP15 ne fasse pas partie des priorités gouvernementales mondiales.

Les mesures de sobriété sont essentielles, tant sur le volet climatique que sur le volet de la biodiversité, et n'ont pas le vent en poupe chez les capitalistes, qui tiennent à leur monopole des moyens de production et à leurs privilèges, dévastateurs pour la planète.

Les chefs de gouvernements ne se sont pas déplacés à Montréal, seul le premier ministre canadien Trudeau est intervenu aux côtés des ministres de l'environnement. Au même moment la coupe du monde de football au Qatar, dans ses stades climatisés à ciel ouvert, voit s'afficher les têtes des pouvoirs exécutifs, dont Macron.

Leur absence est significative des véritables priorités des États bourgeois, comme les discours bellicistes de Poutine et Biden au même moment, ainsi que l'essor généralisé des budgets militaires.

Des actions immédiates, internationales et d'envergure sont nécessaires, ainsi que des indicateurs et des mesures permettant de contrôler objectivement l'efficacité des mesures mises en place.

Actuellement, le déficit de financement de la sauvegarde de la biodiversité est évalué à 700 milliards de dollars (660 milliards d'euros) par an. Les décisions prises lors de la COP15 sont des mesures de compromis, tant en ce qui concerne les mesures

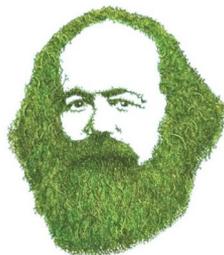
de protection que les mesures financières. Un nouveau fonds va être mis en place au sein du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). L'objectif est de faciliter l'accès aux ressources nécessaires aux pays pauvres afin de mettre en application les mesures votées lors de la COP15.

Malheureusement, malgré un cadre d'objectifs qualifié de « solide » par les protagonistes de la COP15, il n'y a aucun système de contrôle et de sanction pour modifier les actions des pays si les objectifs visés ne sont pas atteints. Chaque État sera libre de ses indicateurs de mesure de progrès. Il faut également signaler qu'actuellement, il n'y a eu aucun progrès environnemental dans les secteurs agricole et de la pêche.

Il est donc permis d'être sceptique. Le seul mérite de telles cérémonies est d'attirer l'attention sur le problème de la biodiversité et du climat.

24 décembre 2022, CH

Les marxistes  
et l'écologie



2021

CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 26

groupemarxiste.info